Copie pour impression
Réception au contrôle de légalité le 02/07/2024 à 11h05
Réference de l'AR : 054-200043693-20240617-2024_024-DE
Affiché le 02/07/2024 ; Certifié exécutoire le 02/07/2024

Procès-verbal du Conseil communautaire du 25 MARS 2024

Convoqué le 12 MARS, Salle polyvalente d'EPIEZ SUR CHIERS, le Conseil Communautaire s'est réuni sous la présidence de Jean-Pierre JACQUE le 25 Mars à 18H.
La feuille de présence est vérifiée pour décompter exactement le nombre de conseillers titulaires ou suppléants présents ainsi que les procurations.

Titulaires présents dans l'ordre de la feuille de présence *(Par commune et par ordre alphabétique)*

ALLONDRELLE-LA-MALMAISON		
BASLIEUX	**MULDER**	DANIEL
BAZAILLES	**MOSCATO**	Pascal
BEUVEILLE		
BEUVEILLE		
BOISMONT		
CHARENCY-VEZIN	**GRETHEN**	PHILIPPE
COLMEY-FLABEUVILLE		
DONCOURT-LES-LONGUYON	**GEORGES**	DIDIER
EPIEZ-SUR-CHIERS	**WEISS**	James
FRESNOIS-LA-MONTAGNE	**THOMAS**	Jean Luc
GRAND-FAILLY	**BIANCHI**	Ghislain
HAN-DEVANT-PIERREPONT	**THOMAS**	Jeremy
LONGUYON	**JACQUE**	JEAN PIERRE
LONGUYON	**PERCHERON**	Caroline
LONGUYON	**LAHURE**	ERIC
LONGUYON	**SAILLET**	JOSETTE
LONGUYON	**HOUSSON**	Ludovic
LONGUYON	**FOULON**	NATHALIE
LONGUYON	**POLLRATZKY**	Marc
LONGUYON	**PIEDFER**	DOMINIQUE
LONGUYON		
LONGUYON		
LONGUYON	**TROMBINI**	Anne-Marie
LONGUYON	**BORASO**	Michèle
LONGUYON	**BIZOT**	HERVE
LONGUYON		
LONGUYON		
LONGUYON		
MONTIGNY-SUR-CHIERS	**PIERRET**	JEAN JACQUES
OTHE		
PETIT-FAILLY		
PIERREPONT	**MOINEAUX**	JAMES
PIERREPONT		
SAINT-JEAN-LES-LONGUYON	**SIROT**	ALAIN
SAINT-PANCRE	**SAUNIER**	René
SAINT-SUPPLET	**JENNESSON**	REMY

TELLANCOURT		
VILLE-AU-MONTOIS	**DEMUTH**	JEAN PIERRE
VILLE-HOUDLEMONT	**VERRON**	LAURENT
VILLERS-LA-CHEVRE	**DYE PELLISSON**	Alain
VILLERS-LE-ROND	**GILLARDIN**	Eric
VILLETTE	**DALLA RIVA**	JEAN PATRICK
VIVIERS-SUR-CHIERS	**HEIL**	ELISABETH

Suppléants présents dans l'ordre de la feuille de présence *(Par commune et par ordre alphabétique)*: COLMEY ROUYER G- TELLANCOURT SEBAA D-

Les titulaires absents ayant donné procuration dans l'ordre de la feuille de présence *(Par commune et par ordre alphabétique)* **:**
JL WOJCIK à PIEDFER D (LONGUYON)- G PAQUIN à C PERCHERON (LONGUYON)- P HIBLOT à JP JACQUE (LONGUYON)- C LECOINTRE à J SAILLET (LONGUYON) - M FAIETA à J MOINEAUX (PIERREPONT)-

Ci-dessous le tableau récapitulatif et la liste détaillée des présences :

Récapitulatif		
Rappel du nombre de sièges	**44**	
Quorum	**23**	
Nombre de titulaires présents	**30**	
Nombre de suppléants présents *(en lieu et place d'un titulaire)*	**2**	
Nombre de procurations	**5**	
Soit un total de votants potentiels de	**37**	

Le Président constate que le quorum est atteint.

Le Conseil débute à 18H

1- <u>Election du secrétaire de séance</u>

Le secrétaire de séance est désigné au début de chacune des séances du Conseil Communautaire (Art L2121-15 CGCT)

Le Conseil Communautaire,
Après avoir délibéré
A l'unanimité,
Désigne, C PERCHERON, secrétaire de séance

2- <u>Procès-verbal du conseil communautaire du 15 03 2024</u> <u>ANNEXE 1 DEL 24-04-01</u>

Vous trouverez en annexe le projet de procès-verbal
La rédaction définitive sera ratifiée en séance le 25 03 2024

Le Conseil Communautaire,
Après avoir délibéré
A l'unanimité
DECIDE de valider le procès-verbal de la séance du 15/03/2024

3- Convention de mandat EP Fresnois la Montagne DEL 24-04-02

La commune de Fresnois la Montagne réalise des travaux d'enfouissement des réseaux. La Communauté de Communes ayant la compétence « éclairage public » sur l'ensemble de son périmètre, et compte tenu d'un marché communal unique de travaux, il est nécessaire de réaliser une convention de mandat entre la commune et la communauté de Communes.

L'enveloppe financière se monte au maximum à 52 205€ HT soit 62 646€ TTC.

Pour rappel, il est demandé, pour solder la convention de mandat, d'envoyer les plans de récolement géoréférencés et DOE dès qu'ils seront réalisés ainsi que le contrôle d'un organisme extérieur des installations d'éclairage public.

Ci-dessous les termes de la convention :

Entre :
La Communauté de Communes Terre Lorraine du Longuyonnais agissant en application d'une délibération en date du 23 SEPTEMBRE 2016 , représentée par son Président, ci-dessous désignée comme « le Mandant »,
Et :
La Commune de Fresnois La Montagne, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Luc THOMAS, agissant en application d'une délibération du Conseil municipal en date du , ci-dessous désigné comme « le Mandataire ».

Article 1 : objet de la mission.
La Communauté de Communes ayant la compétence « éclairage public » sur l'ensemble de son périmètre, en vertu de l'arrêté préfectoral en date du 19 AVRIL 2017, a accepté que la Commune procède, en son nom et pour son compte, à la réalisation des travaux d'éclairage public compris dans le marché communal.
Compte tenu de l'existence d'un marché unique de travaux, précisant les différentes prestations relatives au branchement des nouveaux réseaux d'eau, d'électricité et d'éclairage public, il convient de préciser les modalités de financement.
Le Mandataire assurera le paiement de l'intégralité des travaux, y compris ceux relatifs à l'éclairage public et se fera rembourser par le Mandant la part lui incombant en raison de sa nouvelle compétence en matière d'éclairage public.
Article 2 Programme et enveloppe financière prévisionnellereçoit une subventionen rapport
Le programme détaillé de l'opération est défini par l'annexe 1 à la présente convention.
L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération et son contenu détaillé sont définis par l'annexe 2 à la présente convention.
Le mandataire s'engage à réaliser l'opération dans le strict respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle ainsi définis qu'il accepte.
Si au cours des opérations, le mandataire découvre des anomalies necessitant des travaux complémentaires, ceux-ci feront l'objet d'une information chiffrée auprés du mandant dans les meilleurs délai. Celui-ci, après examen, donnera son accord qui générera un avenant à la présente. Sans avenant validé les travaux complémentaires ne pourront pas être commencés au frais du mandant.
Si des subventions ont été demandées par le Mandataire et concernant l'opération citée en référence il versera la subvention au Mandant.
A réception des notifications d'accord de subvention, le Mandataire préviendra le Mandant avec présentation de ces dites notifications.
Article 3 : Modalités de financement.
Le mandant s'engage à assurer le financement de l'opération selon le plan de financement prévisionnel figurant en annexe 2 et l'échéancier prévionnel des dépenses et des recettes défini en annexe 3 à la présente convention.
Le Mandant versera au Mandataire le montant égal aux dépenses d'éclairage public, présentées par le Mandataire, selon l'annexe 3.
Le Mandant procédera au mandatement du montant par acte administratif suivant réception de la demande. Le montant de la demande ne saurait être supérieur au total des engagements relatifs au coût de l'éclairage public, toutes taxes comprises.
Le Mandant constatera les acomptes et le solde versés par débit au compte 217534 et percevra en contrepartie les subventions (certificats d'économie d'énergie, R2) versées par les partenaires financiers au compte 1318.
En cas de désaccord entre le Mandant et le Mandataire sur le montant des sommes dues, le Mandant prend en charge les sommes qu'il a admises. Le complément éventuel est mandaté après le règlement du désaccord.
Article 4 : Contrôle financier et comptable.
Le mandant et ses agents pourront demander à tout moment au mandataire la communication de toutes les pièces et contrats concernant l'opération.
En fin de mission, le mandataire établira et remettra au mandant un bilan général de l'opération qui comportera le détail de toutes les dépenses et recettes réalisées accompagné de toutes ces pièces justificatives.

Le Conseil Communautaire,
Après avoir délibéré
A l'unanimité
DECIDE de valider cette convention de mandat et d'autoriser le Président à la signer

4- BUDGET ORDURES MENAGERES-

- **Compte de gestion OM 2023** DEL 24-04-03

Le compte de gestion est soumis au vote de l'assemblée délibérante qui peut constater ainsi la stricte concordance des deux documents (compte administratif et compte de gestion).

II - Budgets des services à caractère administratif					
65006-OM-COLL-TRAITMT CC T2L					
Investissement	68 403,33		8 263,82		76 667,15
Fonctionnement	254 741,58		279 359,00		534 100,58
Sous-Total	323 144,91		287 622,82		610 767,73
TOTAL II	323 144,91		287 622,82		610 767,73

Le conseil communautaire sera amené à approuver le compte de gestion 2023

J WEISS présente le CG OM 2023.
Il précise que le CG est le compte du Trésorier.
Le budget prévoit une hausse de 30% des charges mais l'élu espère une diminution des coûts en raison d'un meilleur tri, ce qui permettrait le maintien de l'excédent de l'année dernière.

Le Conseil Communautaire,
Après avoir délibéré
A l'unanimité
DECIDE de valider le Compte de gestion 2023 du budget OM

- **Compte administratif OM 2023** DEL 24-04-04

L'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées.
A la clôture de l'exercice budgétaire, qui intervient au 31 janvier de l'année N+1, il établit le compte administratif du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes.

Le Compte administratif OM se présente comme suit :
J WEISS présente le CA 2023, qui représente la reprise des comptes en fin d'année. Il précise que les élus ont eu tous les éléments depuis plus de 12 jours, délai de convocation de rigueur pour ce budget 2024.

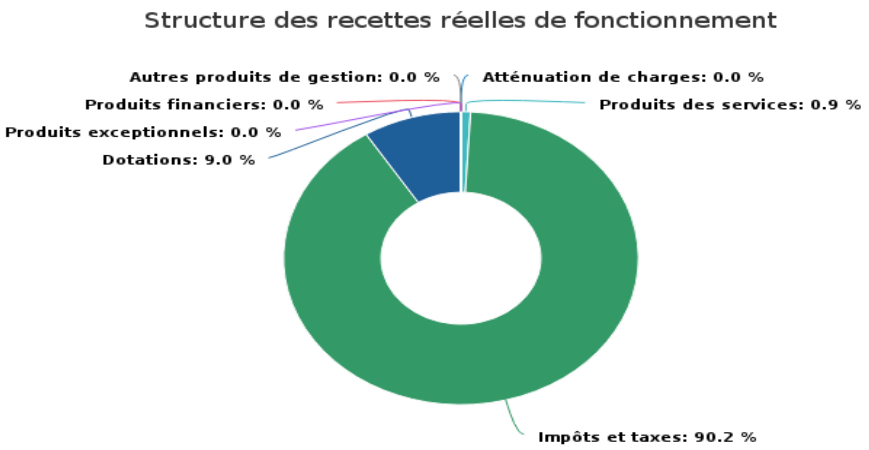
1. Section de fonctionnement

1.1 Les recettes réelles de fonctionnement

La section de fonctionnement permet d'assurer la gestion courante de la collectivité. Au niveau des recettes, on retrouve principalement

- Les recettes liées à la fiscalité ;
- Les dotations ;
- Les produits des services, du domaine et ventes diverses.

J WEISS : Pour l'exercice 2023, les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à 2 624 923 €, elles étaient de 0 € en 2022. Elles se décomposent de la façon suivante

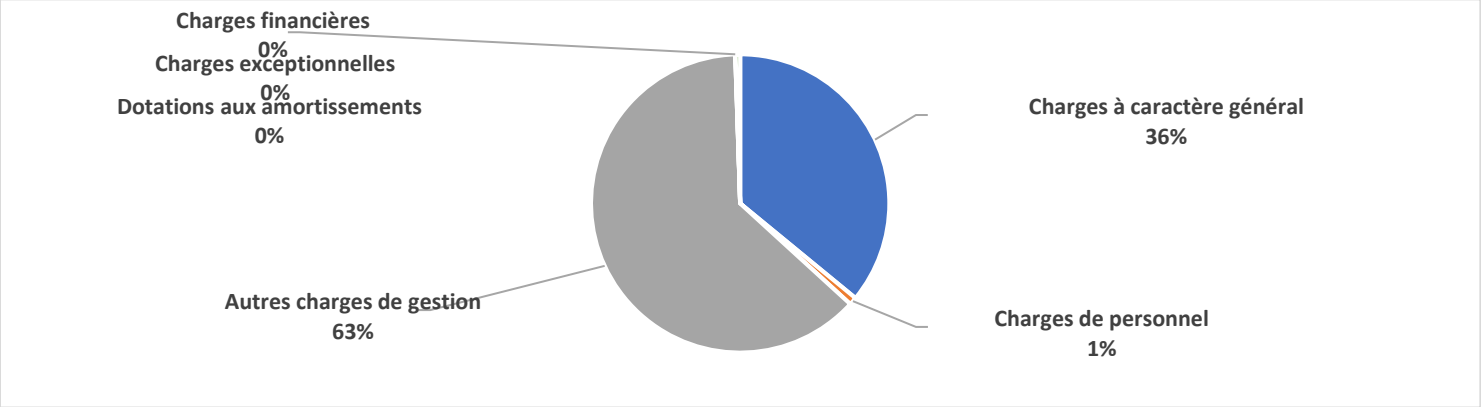


Année	2021	2022	2023	2022-2023 %
Impôts / taxes	1 872 743 €	2 209 811 €	2 373 265 €	+ 7.40 %
Dotations, Subventions ou participations	306 558 €	279 518 €	312 938 €	+ 11.95%
Recettes d'exploitation	17 302 €	20 627 €	25 319 €	22.74 %
Autres recettes	0 €	0 €	0 €	0 %
Total Recettes de fonctionnement	**2 196 603 €**	**2 509 956 €**	**2 711 522 €**	**8.03 %**

1.2 Les dépenses réelles de fonctionnement

J WEISS : Pour l'exercice 2023, les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à un montant total de 2 420 368.35 €, elles étaient de 2 350 941.53 € en 2022.

Structure des dépenses réelles de fonctionnement



Année	2021	2022	2023	2022-2023 %
J WEISS reprend sur les Charges de gestion qui augmentent	**2 250 340 €**	**2 331 913€**	**2 399 811€€**	**2.91%**
Charges de personnel	18 177 €	19028 €	20557 €	8%

Année	2021	2022	2023	2022-2023 %
Atténuation de produits	0 €	0 €	0 €	- %
Charges financières	0 €	0 €	0 €	- %
Autres dépenses	0 €	0 €	0 €	0 %
Mais de poursuivre pour signaler que le Total Dépenses de fonctionnement diminuent alors que l'inflation est de 8% . « Ce n'est pas mal ! »	**2 268 517 €**	**2 350 942 €**	**2 420 368 €**	**-2.95 %**

2. Section d'investissement

A l'inverse de la section de fonctionnement qui implique des recettes et dépenses récurrentes, la section d'investissement comprend des recettes et dépenses définies dans le temps en fonction des différents projets de la collectivité.

J WEISS : il s'agit surtout des travaux de la déchetterie et l'achat de moloks

2.1 Les recettes d'investissement

Concernant les recettes d'investissement, on retrouve principalement :

- Les subventions d'investissement (provenant de l'Etat, de la région, département, Europe, ...) ;
- Le FCTVA et la taxe d'aménagement ;
- L'excédent de fonctionnement capitalisé (l'imputation des excédents de la section de fonctionnement) ;
- Les emprunts.

Pour l'exercice 2023, les recettes réelles d'investissement s'élèvent à 2 889 €, elles étaient de 0 € en 2022. Elles se décomposent de la façon suivante :

Année	2021	2022	2023	2022-2023 %
Subvention d'investissement	0 €	0 €	1 836 €	- %
Emprunt et dettes assimilées	0 €	0 €	0 €	- %
Dotations, fonds divers et réserves	12 984 €	0 €	1 053 €	0 %
Dont 1068	*0 €*	*0 €*	*0 €*	*0 %*
Autres recettes d'investissement	0 €	0 €	0 €	0 %
Total recettes d'investissement	**12 984 €**	**0 €**	**2 889 €**	**- %**

2.2 Les dépenses réelles d'investissement

Pour l'exercice 2023, les dépenses réelles d'investissement s'élèvent à un montant total de 6 420.39 €, elles étaient de 0 € en 2022.

Année	2021	2022	2023	2022-2023 %
Immobilisations incorporelles	0 €	0 €	0 €	- %

Année	2021	2022	2023	2022-2023 %
Immobilisations corporelles	79 057 €	0 €	6 420 €	- %
Immobilisations en cours	0 €	0 €	0 €	- %
Emprunts et dettes assimilées	0 €	0 €	0 €	- %
Autres dépenses d'investissement	0 €	0 €	0 €	0 %
Total dépenses d'investissement	**79 057 €**	**0 €**	**6 420 €**	**- %**

Pose de deux points lumineux et pose de caméras

3. Résultats de l'exercice –

le VP souligne les bons résultats à savoir un solde d'exécution de 610 767 d'excédent

Réalisations de l'exercice	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution
Section de fonctionnement	2 432 286 €	2 711 644 €	534 100 €
Section d'investissement	6 543 €	14 806 €	76 667 €
Total	**2 438 829 €**	**2 657 146 €**	**610 767 €**

Reports	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution
Section de fonctionnement	0 €	254 742 €	0-€
Section d'investissement	0 €	68 403 €	0 €

Total Réalisations + reports	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution
Section de fonctionnement	2 432 286 €	2 966 386 €	534 100 €
Section d'investissement	6 543 €	83 210€	76 667 €

Restes à Réaliser	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution
Section de fonctionnement	0 €	0 €	-
Section d'investissement	80 064 €	0 €	-

Résultats totaux	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution
Section de fonctionnement	2 432 286 €	2 966 386 €	534 100 €

Section d'investissement	86 607 €	83 210 €	-3 397 €
Total	**2 518 893 €**	**3 049 596 €**	**530 704€** **Le VP précise qu'il s'agit d'un bon solde d'exécution**

Évolution des niveaux d'épargne de la collectivité

Année	2021	2022	2023	2022-2023 %
Recettes Réelles de fonctionnement	2 196 603	2 509 956	2 711 522	8.03%
Dont recettes exceptionnelles	*0*	*0*	*0*	*- %*
Dépenses Réelles de fonctionnement	2 268 517	2 350 942	2 432 286	+ 3.46 %
Dont dépenses exceptionnelles	*0*	*0*	*0*	*- %*
Epargne brute (€)	**-71 914**	**159 015**	**279 237**	**-%**
Taux d'épargne brute %	**0 %**	**6.34 %**	**10.29%**	**-**
Amortissement du capital de la dette	0 €	0 €	0 €	-%
Epargne nette (€)	**-71 914 €**	**159 015 €**	**279 237 €**	**75.60%**
Encours de dette	0 €	0 €	0 €	- %
Capacité de désendettement	**0**	**0**	**0**	-

4. Ratios d'analyse financière

L'épargne brute, elle correspond à l'excédent de la section de fonctionnement sur un exercice, c'est à dire la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement. Elle sert ainsi à financer :

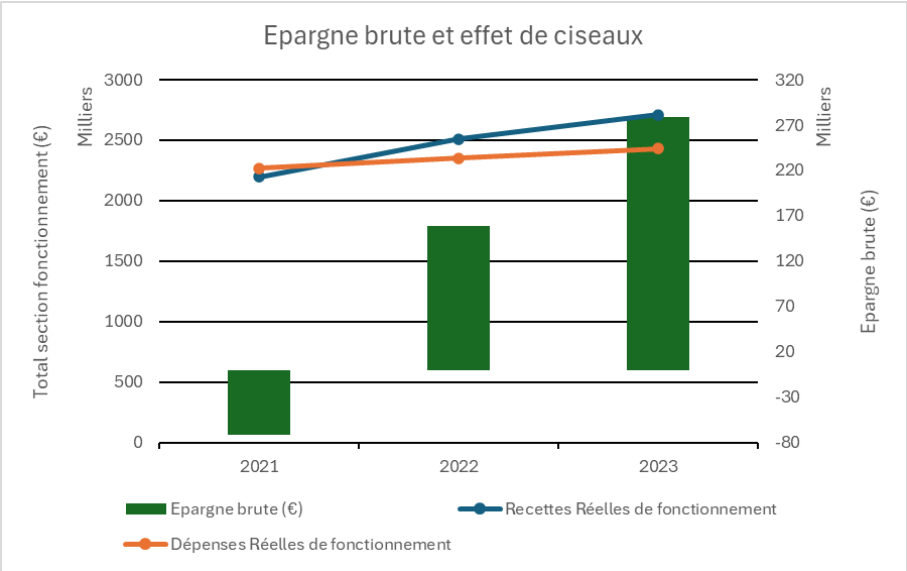
- Le remboursement du capital de la dette de l'exercice (inscrit au compte 1641 des dépenses d'investissement)
- L'autofinancement des investissements

A noter qu'une Collectivité est en déséquilibre budgétaire au sens de l'article L.1612-4 du CGCT si son montant d'épargne brute dégagé sur un exercice ne lui permet pas de rembourser son capital de la dette sur ce même exercice.

L'épargne nette ou capacité d'autofinancement représente le montant d'autofinancement réel de la collectivité sur un exercice. Celle-ci est composée de l'excédent de la section de fonctionnement (ou épargne brute) duquel a été retraité le montant des emprunts souscrits par la Collectivité sur l'exercice.

J WEISS précise qu'il n'y a pas de dette au niveau des OM

Le montant d'épargne brute de la Collectivité est égal à la différence entre l'axe bleu et l'axe rouge (prendre en compte les retraitements). Si les dépenses réelles de fonctionnement progressent plus rapidement que les recettes réelles de fonctionnement, un effet de ciseau se créé, ce qui a pour conséquence d'endommager l'épargne brute dégagée par la Collectivité et de possiblement dégrader sa situation financière.

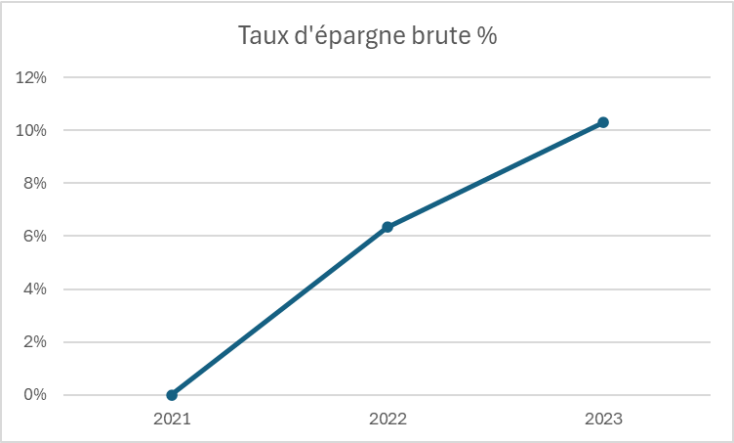


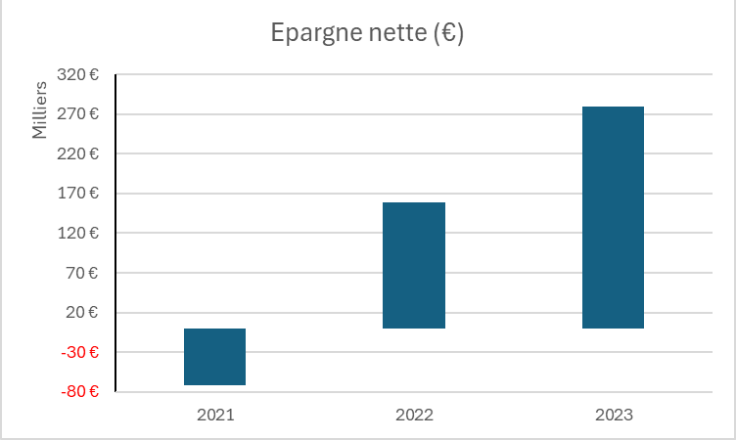
Le taux d'épargne brute correspond au rapport entre l'épargne brute (hors produits et charges exceptionnels) et les recettes réelles de fonctionnement de la collectivité. Il permet de mesurer le pourcentage de ces recettes qui pourront être alloués à la section d'investissement afin de rembourser le capital de la dette et autofinancer les investissements de l'année en cours.

Deux seuils d'alerte sont ici présentés. Le premier, à 10% correspond à un premier avertissement, la collectivité en dessous de ce seuil n'est plus à l'abri d'une chute sensible ou perte totale d'épargne.

Le second seuil d'alerte (7% des RRF) représente un seuil limite. En dessous de ce seuil, la collectivité ne dégage pas suffisamment d'épargne pour rembourser sa dette, investir et également pouvoir emprunter si elle le souhaite.

Pour information, le taux moyen d'épargne brute d'une collectivité française se situait aux alentours de 15% en 2021 (*DGCL – Données DGFIP*).



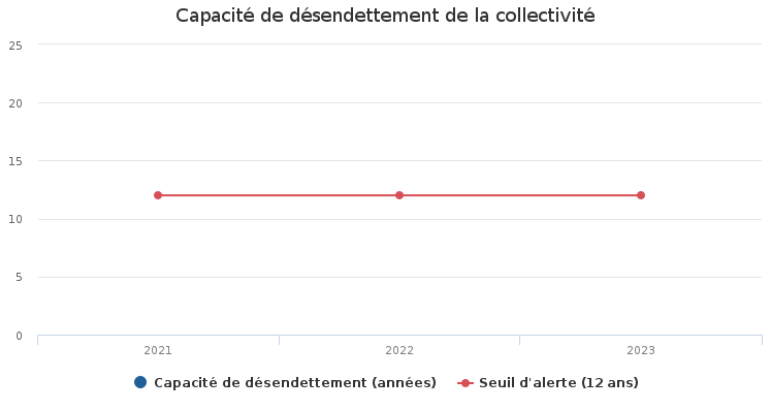


La capacité de désendettement constitue le rapport entre l'encours de dette de la collectivité et son épargne brute. Elle représente le nombre d'années que mettrait la collectivité à rembourser sa dette si elle consacrait l'intégralité de son épargne dégagée sur sa section de fonctionnement à cet effet.

Un seuil d'alerte est fixé à 12 ans, durée de vie moyenne d'un investissement avant que celui-ci ne nécessite des travaux de réhabilitation. Si la capacité de désendettement de la collectivité est supérieure à ce seuil, cela veut dire qu'elle devrait de nouveau emprunter pour

réhabiliter un équipement sur lequel elle n'a toujours pas fini de rembourser sa dette. Un cercle négatif se formerait alors et porterait sérieusement atteinte à la solvabilité financière de la collectivité, notamment au niveau des établissements de crédit.

Pour information, la capacité de désendettement moyenne d'une collectivité française se situait aux alentours de 5,5 années en 2022 (bulletin d'information statistique de la DGCL 2022).



5. Les ratios obligatoires

Le tableau ci-dessous présente les ratios obligatoires de la Collectivité sur la période 2022 – 2023.

Ratios / Année	2021	2022	2023
1 - DRF € / hab.	144,95	150.22	145.36
2 - Fiscalité directe € / hab.	0.0	0.0	0.0
3 - RRF € / hab.	140,38	160.38	173.26
4 - Dép d'équipement € / hab.	5.06	0.0	0.41
5 - Dette / hab.	0	0	0
6 - DGF / hab	0.0	0.0	0.0
7 - Dép de personnel / DRF	0,8 %	0.81%	0.85%
8 - CMPF	0 %	0 %	0 %
9 - DRF+ Capital de la dette / RRF	103,27 %	93.66 %	89.26 %
10 - Dép d'équipement / RRF	3,6 %	0 %	0.24 %
11 - Encours de la dette /RRF	0 %	- %	0 %

Intercommunalité en France	R1	R2	R2 bis	R3	R4	R5	R6	R7	R9	R10	R11
	€ / h	€ / h	€ / h	€ / h	€ / h	€ / h	€ / h	%	%	%	%
Moins de 15 000 hab.	375	212	114	443	106	236	44	40	91	24	53
15 000 à 30 000 hab.	330	188	71	393	82	208	44	40	89	21	53
30 000 à 50 000 hab.	325	185	54	385	79	197	52	43	90	20	51
50 000 à 100 000 hab.	381	202	64	450	89	268	72	40	90	20	59
100 000 à 300 000 hab.	430	227	84	530	120	475	94	39	89	23	90
300 000 hab. ou plus	383	290	65	504	136	591	146	38	87	27	117

Moyennes nationales des principaux ratios financier par strates

Ratio 1 = Dépenses réelles de fonctionnement (DRF)/population : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvement réels. Les dépenses liées à des travaux en régie (crédit du compte 72) sont soustraites aux DRF.

Ratio 2 = Produit des impositions directes/population (recettes hors fiscalité reversée). Ratio 2 bis = Produit des impositions directes/population. En plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.

Ratio 3 = Recettes réelles de fonctionnement (RRF)/population : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la commune, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.

Ratio 4 = Dépenses brutes d'équipement/population : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (455 en M14).

Ratio 5 = Dette/population : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette/épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).

Ratio 6 = DGF/population : recettes du compte 741 en mouvements réels, part de la contribution de l'État au fonctionnement de la commune.

Ratio 7 = Dépenses de personnel/DRF : mesure la charge de personnel de la commune ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la commune.

Ratio 9 = Marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) /RRF : capacité de la commune à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à financer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire à l'emprunt pour financer l'investissement. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.

Ratio 10 = Dépenses brutes d'équipement/RRF = taux d'équipement : effort d'équipement de la commune au regard de sa richesse. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Les dépenses liées à des travaux en régie, ainsi que celles pour compte de tiers sont ajoutées aux dépenses d'équipement brut.

Ratio 11 = Dette/RRF = taux d'endettement : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à sa richesse.

CA 2023

VUE D'ENSEMBLE DU FONCTIONNEMENT

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	Année 2021				Année 2022				Année 2023			
	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.
011 - Charges à caractère général	1 053 169,27	1 036 526,37	16 642,90	98	1 239 439,00	983 721,05	255 717,95	79	1 258 688,00	874 143,28	384 544,72	69
60 - ACHATS ET VARIATION DES STOCKS	37 500,00	27 141,38	10 358,62	72	39 000,00	35 991,66	3 008,34	92	55 500,00	39 192,00	16 308,00	71
61 - SERVICES EXTERIEURS	1 011 000,00	1 007 478,39	3 521,61	99	1 175 639,00	945 750,39	229 888,61	80	1 178 288,00	833 017,08	345 270,92	71
62 - AUTRES SERVICES EXTERIEURS	2 869,27	225,60	2 643,67	7	23 000,00	198,00	22 802,00	0	23 000,00	115,20	22 884,80	1
63 - IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIM	1 800,00	1 681,00	119,00	93	1 800,00	1 781,00	19,00	98	1 900,00	1 819,00	81,00	96
012 - Charges de personnel et frais assimilé	19 000,00	18 177,15	822,85	95	19 500,00	19 028,18	471,82	97	21 000,00	20 557,06	442,94	98
62 - AUTRES SERVICES EXTERIEURS	19 000,00	18 177,15	822,85	95	19 500,00	19 028,18	471,82	97	21 000,00	20 557,06	442,94	98
65 - Autres charges de gestion courante	1 214 000,00	1 213 814,02	185,98	99	1 350 000,00	1 348 192,29	1 807,71	99	1 580 000,00	1 524 766,01	55 233,99	97
67 - Charges spécifiques	500,00		500,00		662,39	0,01	662,38	0	1 000,00	902,00	98,00	90
Total dépenses réelles	2 286 669,27	2 268 517,54	18 151,73	99	2 609 601,39	2 350 941,53	258 659,86	90	2 860 688,00	2 420 368,35	440 319,65	85
Total dépenses d'ordre	12 800,00	11 337,03	1 462,97	88	11 600,00	11 534,97	65,03	99	19 100,00	11 917,41	7 182,59	62
Total dépenses de fonctionnement	2 299 469,27	2 279 854,57	19 614,70	99	2 621 201,39	2 362 476,50	258 724,89	90	2 879 788,00	2 432 285,76	447 502,24	85

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	Année 2021				Année 2022				Année 2023			
	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.
70 - Produits des services, domaine et vente	3 000,00	17 302,00	-14 302,00	576	13 800,00	20 627,00	-6 827,00	149	22 792,09	25 319,00	-2 526,91	111
73 - Impôts et taxes	1 850 000,00	1 872 743,00	-22 743,00	101	2 202 139,00	2 209 811,00	-7 672,00	100	2 366 751,00		2 366 751,00	0
731 - Impositions directes										2 373 265,00	-2 373 265,00	0
74 - Dotations et participations	256 078,00	306 558,29	-50 480,29	119	298 000,00	279 518,29	18 481,71	93	235 380,33	312 938,36	-77 558,03	133
002 - Excédent de fonctionnement reporté	190 268,27	190 268,27	0,00	100	107 139,39	107 139,39	0,00	100	254 741,58	254 741,58		100
Total recettes réelles	2 299 346,27	2 386 871,56	-87 525,29	103	2 621 078,39	2 617 095,68	3 982,71	99	2 879 665,00	2 966 263,94	-86 598,94	103
Total recettes d'ordre	123,00	122,40	0,60	99	123,00	122,40	0,60	99	123,00	122,40	0,60	100
Total recettes de fonctionnement	2 299 469,27	2 386 993,96	-87 524,69	103	2 621 201,39	2 617 218,08	3 983,31	99	2 879 788,00	2 966 386,34	-86 598,34	103

SOLDE DE FONCTIONNEMENT	Année 2021				Année 2022				Année 2023			
	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.
Solde de fonctionnement		107 139,39	-107 139,39			254 741,58	-254 741,58	0		534 100,58	-534 100,58	0

VUE D'ENSEMBLE DE L'INVESTISSEMENT

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	Année 2021				Année 2022				Année 2023			
	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.
21 - Immobilisations corporelles	124 625,30	79 157,10	45 468,20	63	80 467,76		80 467,76	0	100 380,33	6 420,39	93 959,94	6
Total dépenses réelles hors opérations	124 625,30	79 157,10	45 468,20	63	80 467,76		80 467,76	0	100 380,33	6 420,39	93 959,94	6
Total dépenses d'ordre	123,00	122,40	0,60	99	123,00	122,40	0,60	99	123,00	122,40	0,60	100
Total dépenses d'investissement	124 748,30	79 279,50	45 468,80	63	80 590,76	122,40	80 468,36	0	100 503,33	6 542,79	93 960,54	7

RECETTES D'INVESTISSEMENT	Année 2021				Année 2022				Année 2023			
	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.
001 - Excédent d'investissement reporté	111 948,30	111 948,30	0,00	100	56 990,76	56 990,76	0,00	100	68 403,33	68 403,33		100
10 - Dotations, fonds divers et reserves		12 984,93	-12 984,93		12 000,00		12 000,00	0	13 000,00	1 053,20	11 946,80	8
13 - Subventions d'investissement reçues										1 838,00	-1 838,00	0
Total recettes réelles hors opérations	111 948,30	124 933,23	-12 984,93	111	68 990,76	56 990,76	12 000,00	82	81 403,33	71 292,53	10 110,80	88
Total recettes d'ordre	12 800,00	11 337,03	1 462,97	88	11 600,00	11 534,97	65,03	99	19 100,00	11 917,41	7 182,59	62
Total recettes d'investissement	124 748,30	136 270,26	-11 521,96	109	80 590,76	68 525,73	12 065,03	85	100 503,33	83 209,94	17 293,39	83

SOLDE D'INVESTISSEMENT	Année 2021				Année 2022				Année 2023			
	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.
Solde d'investissement		56 990,76	-56 990,76			68 403,33	-68 403,33	0		76 667,15	-76 667,15	0

Le Président quitte l'Assemblée, le VP passe au vote
Le Conseil Communautaire,
Après avoir délibéré
Avec 35 pour (le Président ne participant pas au vote)
DECIDE de VALIDER LE CA 2023 du budget OM

- **<u>Affectation du résultat</u>** <u>DEL 24-04-05</u>

AFFECTATION DES RESULTATS 2023

L'assemblée Délibérante, réuni sous la présidence de ... ..., après avoir approuvé le compte administratif de l'exercice 2021 le ... ...

Considérant qu'il y a lieu de prévoir l'équilibre budgétaire,

Statuant sur l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2023

Constatant que le compte administratif fait apparaître :

- un excédent de fonctionnement de :	**279 359,00**
- un excédent reporté de :	**254 741,58**
Soit un excédent de fonctionnement cumulé de :	**534 100,58**
- un excédent d'investissement de :	**76 667,15**
- un déficit des restes à réaliser de :	**80 064,00**
Soit un besoin de financement de :	**3 396,85**

DÉCIDE d'affecter le résultat d'exploitation de l'exercice 2023 comme suit :

RÉSULTAT D'EXPLOITATION AU 31/12/2023 : EXCÉDENT	**534 100,58**
AFFECTATION COMPLÉMENTAIRE EN RÉSERVE (1068)	**3 396,85**
RÉSULTAT REPORTÉ EN FONCTIONNEMENT (002)	**530 703,73**
RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTÉ (001) : EXCÉDENT	**76 667,15**

Il appartiendra au Conseil d'autoriser le Président à réaliser LE REPORT des résultats.

J WEISS explique que l'excédent de fonctionnement cumulé de 534 100.58€ a permis de diminuer d'un point le taux de la TEOM. « on nous a longtemps taxé d'être vertigineux avec nos taux. Il est temps de récompenser les administrés et de se féliciter des bons opérés avec VEOLIA.
Une affectation complémentaire en réserve de 3396.85e est réalisée. L'excédent de résultat d'investissement reporté est de 76 667.15€

Le Conseil Communautaire,
Après avoir délibéré
A l'unanimité
DECIDE de valider l'affectation du résultat

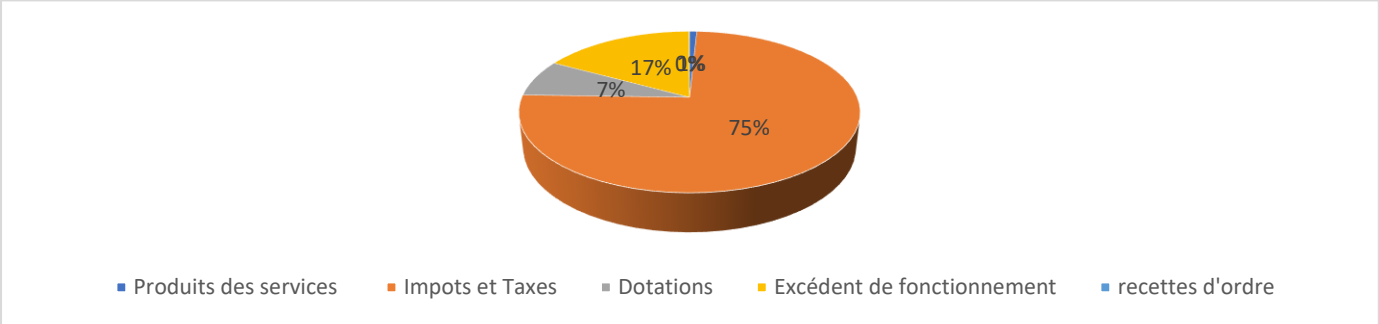
- **Budget Primitif OM 2024** DEL 24-04-06
  Le Président mettra au VOTE le projet de budget OM 2024 de la Communauté de Communes Terre Lorraine du Longuyonnais tel que présenté
  J WEISS explique que la prudence est de mise compte tenu des aléas et sans compter « l'épée de Damoclès de la collecte des bio-déchets »
  « nous avons équilibré le budget par la prudence de nos évaluations des charges, pour pouvoir passer la main en 2026 avec un bon budget »

1. Section de fonctionnement

1.1 Les recettes réelles de fonctionnement

La section de fonctionnement permet d'assurer la gestion courante de la EPCI. Au niveau des recettes, on retrouve principalement : Les recettes liées à la fiscalité, les dotations, les produits des services, du domaine et ventes diverses.
Pour l'exercice 2024, il est prévu pour les recettes réelles de fonctionnement un montant de 2 579 591 €, elles étaient de 2 711 522 € en 2023. Elles se décomposent de la façon suivante :

Structure des recettes réelles de fonctionnement



Année	2021 CA	2022 CA	2023 CA prévisionnel	2024 BP	2023-2024 %
Impôts / taxes	1 872 743€	2 209 811€	2 373 265 €	2 323 008 €	-2.11 %
Dotations / Subventions	306 558 €	279 518 €	312 938 €	231 000 €	-26.181 %
Recettes d'exploitation	17 302 €	20 627 €	25 319€	25583 €	1.04 %
Autres recettes	0€	0 €	0€	0 €	0 %
Recettes réelles de	**2 196 603 €**	**2 509 956 €**	**2 711 522 €**	**2 579 591 €**	**-4.86 %**

Année	2021 CA	2022 CA	2023 CA prévisionnel	2024 BP	2023-2024 %
Opérations d'ordre	122 €	122 €	122 €	1 592 €	
Excédent de fonctionnement	190 268 €	107 140€	254 742 €	530 704 €	
Total recettes de fonctionnement	**2 386 994 €**	**2 617 218 €**	**2 966 386 €**	**3 111 887 €**	**4.91 %**

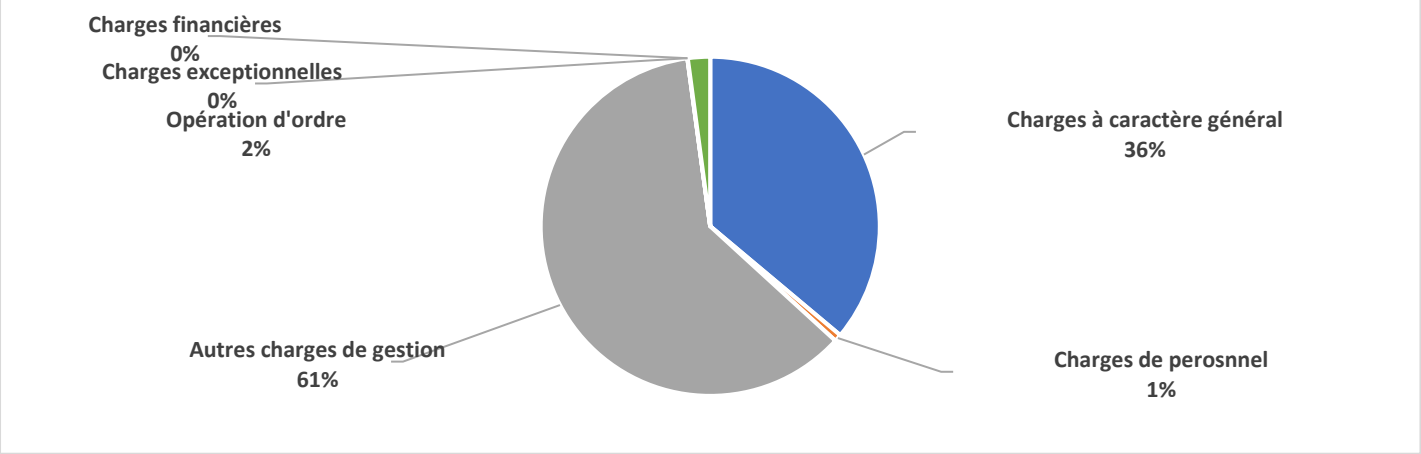
L'élu précise que les dotations sont minimisées, toujours pour une gestion de prudence et de sincérité.

L'année 2023 a été exceptionnelle pour les retours de vente des tris. Pour 2024, il faut être prudent et remettre 231 000€. Nous aurons peut-être un nouveau report fin 2024 et peut être une nouvelle baisse de la TEOM si on continue à bien trier

1.2 Les dépenses réelles de fonctionnement

Concernant les dépenses de fonctionnement, on retrouve ici toutes les dépenses récurrentes de EPCI, on y retrouve principalement : Les dépenses de personnel, les charges à caractère général, les autres charges de gestion courante.
Pour l'exercice 2024, il est prévu pour les dépenses réelles de fonctionnement un montant de 3 044 859 €, elles étaient de 2 420 368 € en 2023.

Elles se décomposent de la façon suivante :



Année	2021 CA	2022 CA	2023 CA prévisionnel	2024 BP	2023-2024 %
Charges de gestion **Le VP ajoute que les charges sont prévues en hausse de près de 26%**	2 250 340 €	2 331 913 €	2 399 811 €	3 023 359€	25.98 %
Charges de personnel	18 177 €	19 028€	20 557 €	21 500 €	4.58 %
Atténuation de produits	0 €	0 €	0 €	0 €	0 %
Charges financières	0 €	0 €	0 €	0 €	0 %
Autres dépenses	0 €	0€	0 €	0 €	0 %

Année	2021 CA	2022 CA	2023 CA prévisionnel	2024 BP	2023-2024 %
Le vp présente les Dépenses réelles de fonctionnement	**2 268 517 €**	**2 350 942 €**	**2 420 368 €**	**3 044 859€**	**25.80 %**
Opérations d'ordre	11 337 €	11 535 €	11 917 €	66 028 €	- %
Total dépenses de fonctionnement	**2 279 855 €**	**2 362 476 €**	**2 432 286 €**	**3 111 887 €**	**27 94 %**

2. Section d'investissement

2.1 Les recettes d'investissement

Année	2021 CA	2022 CA	2023 CA prévisionnel	2024 BP	2023-2024 %
Subvention d'investissement	0 €	0 €	1 836€	12 500 €	- %
Emprunt et dettes assimilées	0 €	0 €	0 €	0 €	- %
Dotations, fonds divers et réserves	12 984 €	0 €	1 053 €	28 397€	- %
Dont 1068	*0 €*	*0 €*	*0 €*	*0 €*	*0 %*
Autres recettes d'investissement	0 €	0 €	0 €	0 €	0 %
Recettes réelles d'investissement	**12 984 €**	**0 €**	**2 889 €**	**40 897€**	**- %**
Opérations d'ordre	11 335 €	11 535 €	11 917 €	66 028 €	- %
Excédent d'investissement	111 948 €	56 991 €	68 403 €	76 667 €	0 %
Total recettes d'investissement	**136 270 €**	**68 524 €**	**83 210 €**	**183 592 €**	

2.2 Les dépenses réelles d'investissement

J WEISS : on a la reprise des RAR plus l'achat de moloks et des cartes pour la déchetterie

Pour l'exercice 2024, les dépenses réelles d'investissement s'élèveraient à un montant total de 182 000 € (dont RAR 80 064€), elles étaient de 6 420 € en 2023.

Année	2021 CA	2022 CA	2023 CA prévisionnel	2024 BP	2023-2024 %
Immobilisations incorporelles	0 €	0 €	0 €	0 €	0 %
Immobilisations corporelles	79 157 €	0 €	6 420 €	101 936 €	
Immobilisations en cours	0 €	0 €	0 €	0 €	0%

Année	2021 CA	2022 CA	2023 CA prévisionnel	2024 BP	2023-2024 %
Emprunts et dettes assimilées	0 €	0 €	0 €	0 €	0 %
Autres dépenses d'investissement	0 €	0 €	0 €	0 €	0 %
Dépenses réelles d'investissement	**79 057 €**	**0 €**	**6 420 €**	**101 936€**	**J weiss ; on retrouve l'amélioration de la déchetterie**
Opérations d'ordre	122 €	122 €	122 €	1 592 €	
Déficit d'investissement	0 €	0 €	0 €	0 €	
RAR				**80 064**	
Total dépenses d'investissement	**79 279 €**	**122 €**	**6 543 €**	**183 592 €**	

3. Ratios d'analyse financière

L'épargne brute, elle correspond à l'excédent de la section de fonctionnement sur un exercice, c'est à dire la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement. Elle sert ainsi à financer :

- Le remboursement du capital de la dette de l'exercice (inscrit au compte 1641 des dépenses d'investissement)
- L'autofinancement des investissements

A noter qu'un EPCI est en déséquilibre budgétaire au sens de l'article L.1612-4 du CGCT si son montant d'épargne brute dégagé sur un exercice ne lui permet pas de rembourser son capital de la dette sur ce même exercice. **L'épargne nette ou capacité d'autofinancement** représente le montant d'autofinancement réel de EPCI sur un exercice. Celle-ci est composée de l'excédent de la section de fonctionnement (ou épargne brute) duquel a été retraité le montant des emprunts souscrits par EPCI sur l'exercice.

Evolution des niveaux d'épargne de la collectivité

Année	2021 CA	2022 CA	2023 CA prévisionnel	2024 BP	2023-2024 %
Recettes Réelles de fonctionnement (€)	2 196 603	2 509 956	2 711 522	2 570 792	-5.19 %
Dont recettes exceptionnelles		*0*	*0*	*0*	-
Dépenses Réelles de fonctionnement (€)	2 268 517	2 350 942	2 432 286	3 037 060	24.86 %
Dont dépenses exceptionnelles		*0*	*0*	*0*	-
Epargne brute (€)	**-71 914**	**159 015**	**279 237**	**- 466 268**	**-7,87%**
Taux d'épargne brute %	**0 %**	**6.34 %**	**10.29 %**	**%**	**-**
Amortissement du capital (€)	0 €	0 €	0 €	0 €	-%
Epargne nette (€)	**-71 914 €**	**159 015 €**	**279 257 €**	**- 466 268€**	**- %**

Année	2021 CA	2022 CA	2023 CA prévisionnel	2024 BP	2023-2024 %
Encours de dette	0 €	0 €	0 €	0 €	- %
Capacité de désendettement	0	0	0	0	-

J WEISS : L'épargne nette de 2024 ne pourra être déterminée qu'à la fin de l'exercice lorsque nous aurons le montant réel de l'excédent

ORDURES MENAGERES TERRE LORRAINE DU LONGUYONNAIS
BP 2024

VUE D'ENSEMBLE DU FONCTIONNEMENT

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	Année 2022				Année 2023				Budget Primitif 2024			
	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Propositions nouvelles	Reports	Propositions Globales	Var./ N-1
011 - Charges à caractère général	**1 239 439,00**	**983 721,05**	**255 717,95**	**79**	**1 258 688,00**	**874 143,28**	**384 544,72**	**69**	**1 123 359,00**		**1 123 359,00**	**-10,8**
60 - ACHATS ET VARIATION DES STOCKS	39 000,00	35 991,66	3 008,34	92	55 500,00	39 192,00	16 308,00	70	69 000,00		69 000,00	24,3
61 - SERVICES EXTERIEURS	1 175 639,00	945 750,39	229 888,61	80	1 178 288,00	833 017,08	345 270,92	70	1 027 959,00		1 027 959,00	-12,8
62 - AUTRES SERVICES EXTERIEURS	23 000,00	198,00	22 802,00		23 000,00	115,20	22 884,80	0	24 500,00		24 500,00	6,5
63 - IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIM	1 800,00	1 781,00	19,00	98	1 900,00	1 819,00	81,00	95	1 900,00		1 900,00	0,0
012 - Charges de personnel et frais assimilé	**19 500,00**	**19 028,18**	**471,82**	**97**	**21 000,00**	**20 557,06**	**442,94**	**97**	**21 500,00**		**21 500,00**	**2,4**
62 - AUTRES SERVICES EXTERIEURS	19 500,00	19 028,18	471,82	97	21 000,00	20 557,06	442,94	97	21 500,00		21 500,00	2,4
65 - Autres charges de gestion courante	**1 350 000,00**	**1 348 192,29**	**1 807,71**	**99**	**1 580 000,00**	**1 524 766,01**	**55 233,99**	**96**	**1 900 000,00**		**1 900 000,00**	**20,3**
67 - Charges spécifiques	**662,39**	**0,01**	**662,38**		**1 000,00**	**902,00**	**98,00**	**90**	**1 000,00**		**1 000,00**	**0,0**
Total dépenses réelles	**2 609 601,39**	**2 350 941,53**	**258 659,86**	**90**	**2 860 688,00**	**2 420 368,35**	**440 319,65**	**84**	**3 045 859,00**		**3 045 859,00**	**6,5**
Total dépenses d'ordre	**11 600,00**	**11 534,97**	**65,03**	**99**	**19 100,00**	**11 917,41**	**7 182,59**	**62**	**66 028,00**		**66 028,00**	**245,7**
Total dépenses de fonctionnement	**2 621 201,39**	**2 362 476,50**	**258 724,89**	**90**	**2 879 788,00**	**2 432 285,76**	**447 502,24**	**84**	**3 111 887,00**		**3 111 887,00**	**8,1**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	Année 2022				Année 2023				Budget Primitif 2024			
	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Propositions nouvelles	Reports	Propositions Globales	Var./ N-1
70 - Produits des services, domaine et vente	**13 800,00**	**20 627,00**	**-6 827,00**	**149**	**22 792,09**	**25 319,00**	**-2 526,91**	**111**	**25 583,27**		**25 583,27**	**12,2**
73 - Impôts et taxes	**2 202 139,00**	**2 209 811,00**	**-7 672,00**	**100**	**2 366 751,00**		**2 366 751,00**	**0**				**-100,0**
731 - Impositions directes						**2 373 265,00**	**-2 373 265,00**	**0**	**2 323 008,00**		**2 323 008,00**	**0,0**
74 - Dotations et participations	**298 000,00**	**279 518,29**	**18 481,71**	**93**	**235 380,33**	**312 938,36**	**-77 558,03**	**132**	**231 000,00**		**231 000,00**	**-1,9**
002 - Excédent de fonctionnement reporté	**107 139,39**	**107 139,39**	**0,00**	**100**	**254 741,58**	**254 741,58**	**0,00**	**100**	**530 703,73**		**530 703,73**	**108,3**
Total recettes réelles	**2 621 078,39**	**2 617 095,68**	**3 982,71**	**99**	**2 879 665,00**	**2 966 263,94**	**-86 598,94**	**103**	**3 110 295,00**		**3 110 295,00**	**8,0**
Total recettes d'ordre	**123,00**	**122,40**	**0,60**	**99**	**123,00**	**122,40**	**0,60**	**99**	**1 592,00**		**1 592,00**	**999,9**
Total recettes de fonctionnement	**2 621 201,39**	**2 617 218,08**	**3 983,31**	**99**	**2 879 788,00**	**2 966 386,34**	**-86 598,34**	**103**	**3 111 887,00**		**3 111 887,00**	**8,1**

SOLDE DE FONCTIONNEMENT	Année 2022				Année 2023				Budget Primitif 2024			
	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Propositions nouvelles	Reports	Propositions Globales	Var./ N-1
Solde de fonctionnement		**254 741,58**	**-254 741,58**			**534 100,58**	**-534 100,58**	**0**				

ORDURES MENAGERES TERRE LORRAINE DU LONGUYONNAIS
BP 2024

VUE D'ENSEMBLE DE L'INVESTISSEMENT

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	Année 2022				Année 2023				Budget Primitif 2024			
	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Propositions nouvelles	Reports	Propositions Globales	Var./ N-1
21 - Immobilisations corporelles	80 467,76		80 467,76		100 380,33	6 420,39	93 959,94	6	101 936,00	80 064,00	182 000,00	81,3
Total dépenses réelles hors opérations	**80 467,76**		**80 467,76**		**100 380,33**	**6 420,39**	**93 959,94**	**6**	**101 936,00**	**80 064,00**	**182 000,00**	**81,3**
Total dépenses d'ordre	**123,00**	**122,40**	**0,60**	**99**	**123,00**	**122,40**	**0,60**	**99**	**1 592,00**		**1 592,00**	**999,9**
Total dépenses d'investissement	**80 590,76**	**122,40**	**80 468,36**		**100 503,33**	**6 542,79**	**93 960,54**	**6**	**103 528,00**	**80 064,00**	**183 592,00**	**82,7**

RECETTES D'INVESTISSEMENT	Année 2022				Année 2023				Budget Primitif 2024			
	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Propositions nouvelles	Reports	Propositions Globales	Var./ N-1
001 - Excédent d'investissement reporté	56 990,76	56 990,76	0,00	100	68 403,33	68 403,33	0,00	100	76 667,15		76 667,15	12,1
10 - Dotations, fonds divers et reserves	12 000,00		12 000,00		13 000,00	1 053,20	11 946,80	8	28 396,85		28 396,85	118,4
13 - Subventions d'investissement reçues						1 836,00	-1 836,00	0	12 500,00		12 500,00	0,0
Total recettes réelles hors opérations	**68 990,76**	**56 990,76**	**12 000,00**	**82**	**81 403,33**	**71 292,53**	**10 110,80**	**87**	**117 564,00**		**117 564,00**	**44,4**
Total recettes d'ordre	**11 600,00**	**11 534,97**	**65,03**	**99**	**19 100,00**	**11 917,41**	**7 182,59**	**62**	**66 028,00**		**66 028,00**	**245,7**
Total recettes d'investissement	**80 590,76**	**68 525,73**	**12 065,03**	**85**	**100 503,33**	**83 209,94**	**17 293,39**	**82**	**183 592,00**		**183 592,00**	**82,7**

SOLDE D'INVESTISSEMENT	Année 2022				Année 2023				Budget Primitif 2024			
	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Propositions nouvelles	Reports	Propositions Globales	Var./ N-1
Solde d'investissement		**68 403,33**	**-68 403,33**			**76 667,15**	**-76 667,15**	**0**	**80 064,00**	**-80 064,00**		

Le conseil sera amené à valider ce BP OM 2024

Le Conseil Communautaire,
Après avoir délibéré
A l'unanimité
DECIDE de valider le BP OM 2024 présenté

5- BUDGET GENERAL 2024

- **Compte de Gestion 2023** DEL 24-04-07

Le compte de gestion est soumis au vote de l'assemblée délibérante qui peut constater ainsi la stricte concordance des deux documents (compte administratif et compte de gestion).

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2022	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2023	RESULTAT DE L'EXERCICE 2023	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2023
I - Budget principal					
Investissement	266 635,82		65 453,80		332 089,62
Fonctionnement	2 034 489,02	717 584,38	1 149 669,56		2 466 574,20
TOTAL I	2 301 124,84	717 584,38	1 215 123,36		2 798 663,82

Le Conseil Communautaire,
Après avoir délibéré
A l'unanimité
DECIDE de valider le CDG 2023 Budget Général

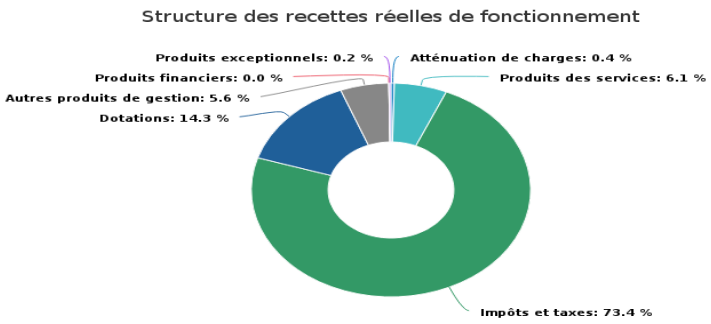
- **Compte administratif 2023** DEL 24-04-08

L'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées. A la clôture de l'exercice budgétaire, qui intervient au 31 janvier de l'année N+1, il établit le compte administratif du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes.

1. Section de fonctionnement

1.1 Les recettes réelles de fonctionnement

La section de fonctionnement permet d'assurer la gestion courante de la collectivité.Pour l'exercice 2023, les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à 4 472 521 €, elles étaient de 4 389 129 € en 2022. Elles se décomposent de la façon suivante :



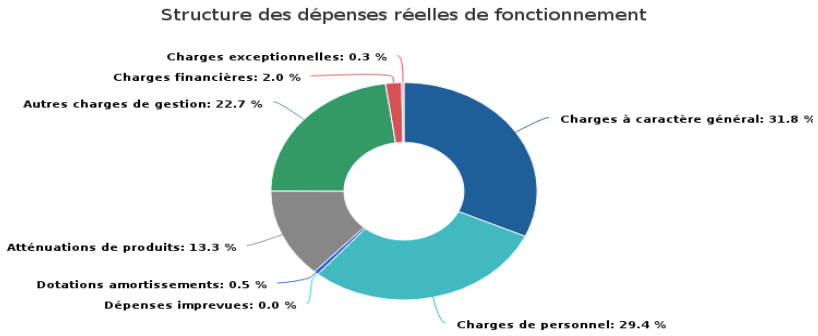
Le Vp signale qu'entre 2021 et 2022 il y a eu un changement de système de comptabilité, cela se retrouve donc sur un autre chapitre

Année	2021	2022	2023	2022-2023 %
Impôts / taxes	2 989 306 €	3 143 264 €	3 273 134 €	4,13 %
Dotations, Subventions ou participations	646 766 €	736 576 €	636 952 €	-13,53 %
Recettes d'exploitation	399 061 €	502 741 €	522 403 €	3,91 %
Autres recettes	15 559 €	6 545 €	40 032 €	266,82 %
Total Recettes de fonctionnement	**4 050 694 €**	**4 389 129 €**	**4 472 521 €**	**1,9 %**

1.2 Les dépenses réelles de fonctionnement

Concernant les dépenses de fonctionnement, on retrouve ici toutes les dépenses récurrentes de la collectivité

Pour l'exercice 2023, les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à un montant total de 3 098 725 €, elles étaient de 3 703 630 € en 2022.



Année	2021	2022	2023	2022-2023 %
Charges de gestion	1 662 384 €	2 217 190 €	1 690 306 €	-23,76 %
Charges de personnel	704 452 €	1 006 177 €	910 652 €	-9,49 %
Atténuation de produits	417 372 €	413 100 €	412 014 €	-0,26 % FNGIR et remboursement
Charges financières	73 650 €	54 708 €	60 787 € REMBOURSEMENT ANTICIPED EMPRUNT à taux variable AAGV: économie pour 2024- diminution de la dette	11,11 %
Autres dépenses en fonction des aléas	199 €	12 454 €	24 966 €	100,47 %

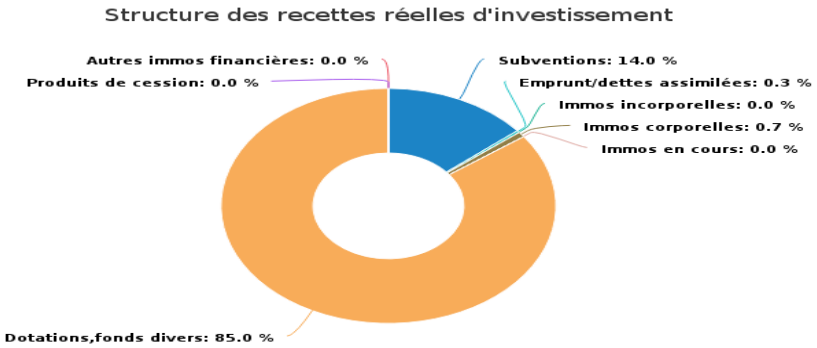
Année	2021	2022	2023	2022-2023 %
Total Dépenses de fonctionnement	**2 858 059 €**	**3 703 630 €**	**3 098 725 €**	**-16,33 %**

2. Section d'investissement

A l'inverse de la section de fonctionnement qui implique des recettes et dépenses récurrentes, la section d'investissement comprend des recettes et dépenses définies dans le temps en fonction des différents projets de la collectivité.

2.1 Les recettes d'investissement

Pour l'exercice 2023, les recettes réelles d'investissement s'élèvent à 975 163 €, elles étaient de 1 112 898 € en 2022. Elles se décomposent de la façon suivante :

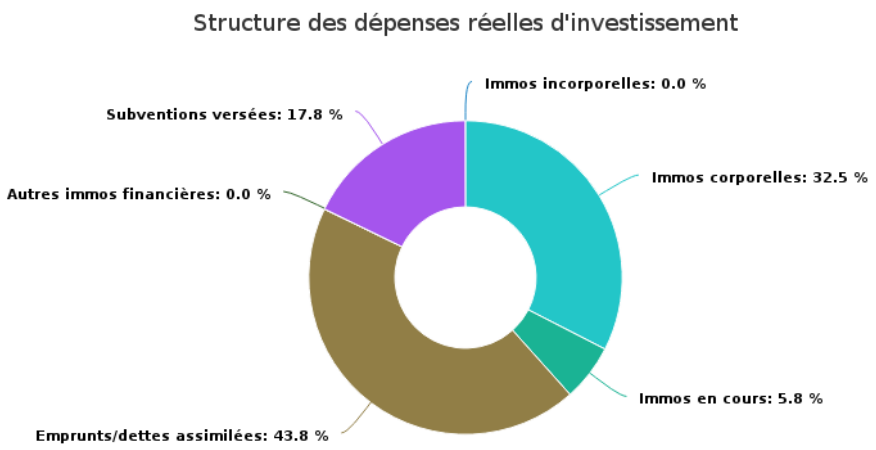


Année	2021	2022	2023	2022-2023 %
Subvention d'investissement	177 549 €	451 334 €	136 136 €	-69,84 % fctva
Emprunt et dettes assimilées	2 701 €	3 695 €	2 835 €	-23,27 %
Dotations, fonds divers et réserves	91 945 €	657 868 €	829 172 €	0 %
Dont 1068	*0 €*	*564 841 €*	*717 584 €*	*27,04 %*
Autres recettes d'investissement	0 €	0 €	7 020 €	0 %
Total recettes d'investissement	**272 196 €**	**1 112 898 €**	**975 163 €**	**-12,38 %**

J WEISS : nous avons eu beaucoup moins de subvention en 2023 qu'en 2022

2.2 Les dépenses réelles d'investissement

Pour l'exercice 2023, les dépenses réelles d'investissement s'élèvent à un montant total de 1 133 834 €, elles étaient de 1 094 531 € en 2022.



Année	2021	2022	2023	2022-2023 %
Immobilisations incorporelles	0 €	0 €	0 €	- %
Immobilisations corporelles	214 267 €	460 174 €	359 083 €	-21,97 %
Immobilisations en cours	539 343 €	120 758 €	64 425 €	-46,65 %
Emprunts et dettes assimilées	407 312 €	322 485 €	483 485 €	49,92 %
Autres dépenses d'investissement	200 581 €	191 112 €	226 841 €	0 %
Total dépenses d'investissement	**1 361 504 €**	**1 094 531 €**	**1 133 834 €**	**3,59 %**

3. Résultats de l'exercice

Réalisations de l'exercice	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution
Section de fonctionnement	3 524 456 €	4 674 126 €	1 149 670 €
Section d'investissement	1 335 440 €	1 400 893 €	65 453 €
Total	**4 859 896 €**	**6 075 019 €**	**1 215 123 €**

Reports	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution
Section de fonctionnement	0 €	1 316 905 €	-
Section d'investissement	0 €	266 635 €	-

Total Réalisations + reports	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution
Section de fonctionnement	3 524 456 €	5 991 031 €	2 466 575 €
Section d'investissement	1 335 440 €	1 667 528 €	332 088 €

Restes à Réaliser	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution
Section de fonctionnement	0 €	0 €	-
Section d'investissement	0 €	0 €	-

Évolution des niveaux d'épargne de la collectivité

Année	2021	2022	2023	2022-2023 %
Recettes Réelles de fonctionnement	4 050 694	4 389 129	4 472 521	1,9 %
Dont recettes exceptionnelles	*7 143*	*3 974*	*10 401*	*161,73 %*
Dépenses Réelles de fonctionnement	2 858 059	3 703 630	3 098 725	-16,33 %
Dont dépenses exceptionnelles	*199*	*607*	*8 172*	*1 246,29 %*
Epargne brute (€)	**1 192 635**	**685 498**	**1 373 796**	**100,41%**
Taux d'épargne brute %	**29,44 %**	**15,62 %**	**30,72 %**	**-**
Amortissement du capital de la dette	407 312 €	322 485 €	483 485 €	49,92%
Epargne nette (€)	**785 323 €**	**363 013 €**	**890 311 €**	**145,26%**
Encours de dette	4 659 766 €	3 604 435 €	3 123 890 €	-13,33 %
Capacité de désendettement	**3,91**	**5,26**	**2,27**	-

Résultats totaux	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution
Section de fonctionnement	3 524 456 €	5 991 031 €	2 466 575 €
Section d'investissement	1 335 440 €	1 667 528 €	332 088 €
Total	**4 859 896 €**	**7 658 559 €**	**2 798 663 €**

4. Ratios d'analyse financière

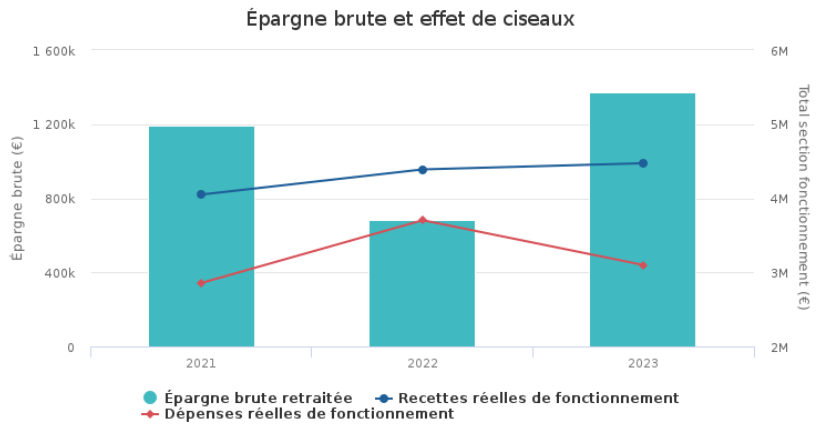
L'épargne brute, elle correspond à l'excédent de la section de fonctionnement sur un exercice, c'est à dire la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement. Elle sert ainsi à financer :

- Le remboursement du capital de la dette de l'exercice (inscrit au compte 1641 des dépenses d'investissement)
- L'autofinancement des investissements

A noter qu'une Collectivité est en déséquilibre budgétaire au sens de l'article L.1612-4 du CGCT si son montant d'épargne brute dégagé sur un exercice ne lui permet pas de rembourser son capital de la dette sur ce même exercice.

L'épargne nette ou capacité d'autofinancement représente le montant d'autofinancement réel de la collectivité sur un exercice. Celle-ci est composée de l'excédent de la section de fonctionnement (ou épargne brute) duquel a été retraité le montant des emprunts souscrits par la Collectivité sur l'exercice.

Le montant d'épargne brute de la Collectivité est égal à la différence entre l'axe bleu et l'axe rouge (prendre en compte les retraitements). Si les dépenses réelles de fonctionnement progressent plus rapidement que les recettes réelles de fonctionnement, un effet de ciseau se créé, ce qui a pour conséquence d'endommager l'épargne brute dégagée par la Collectivité et de possiblement dégrader sa situation financière.

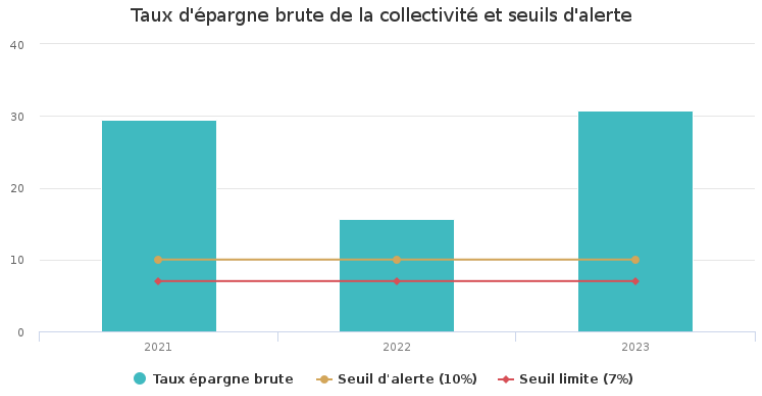


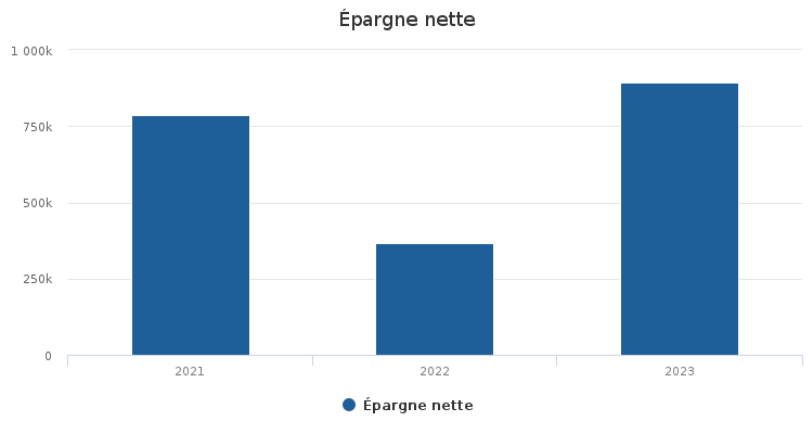
Le taux d'épargne brute correspond au rapport entre l'épargne brute (hors produits et charges exceptionnels) et les recettes réelles de fonctionnement de la collectivité. Il permet de mesurer le pourcentage de ces recettes qui pourront être alloués à la section d'investissement afin de rembourser le capital de la dette et autofinancer les investissements de l'année en cours.

Deux seuils d'alerte sont ici présentés. Le premier, à 10% correspond à un premier avertissement, la collectivité en dessous de ce seuil n'est plus à l'abri d'une chute sensible ou perte totale d'épargne.

Le second seuil d'alerte (7% des RRF) représente un seuil limite. En dessous de ce seuil, la collectivité ne dégage pas suffisamment d'épargne pour rembourser sa dette, investir et également pouvoir emprunter si elle le souhaite.

Pour information, le taux moyen d'épargne brute d'une collectivité française se situait aux alentours de 15% en 2021 (*DGCL – Données DGFIP*).

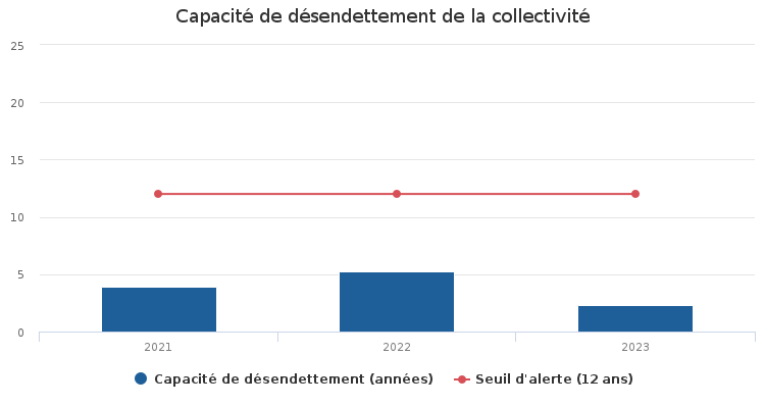




La capacité de désendettement constitue le rapport entre l'encours de dette de la collectivité et son épargne brute. Elle représente le nombre d'années que mettrait la collectivité à rembourser sa dette si elle consacrait l'intégralité de son épargne dégagée sur sa section de fonctionnement à cet effet.

Un seuil d'alerte est fixé à 12 ans, durée de vie moyenne d'un investissement avant que celui-ci ne nécessite des travaux de réhabilitation. Si la capacité de désendettement de la collectivité est supérieure à ce seuil, cela veut dire qu'elle devrait de nouveau emprunter pour réhabiliter un équipement sur lequel elle n'a toujours pas fini de rembourser sa dette. Un cercle négatif se formerait alors et porterait sérieusement atteinte à la solvabilité financière de la collectivité, notamment au niveau des établissements de crédit.

Pour information, la capacité de désendettement moyenne d'une collectivité française se situait aux alentours de 5,5 années en 2022 (bulletin d'information statistique de la DGCL 2022).



J WEISS : la capacité de désendettement est de 2,2 ans ; le seuil étant de 12 ans

5. Les ratios obligatoires

Ratios / Année	2021	2022	2023
1 - DRF € / hab.	182,65	236,99	197,84
2 - Fiscalité directe € / hab.	59.43	61.04	66.41
3 - RRF € / hab.	258,86	280,85	285,55
4 - Dép d'équipement € / hab.	48.16	37.17	27.04
5 - Dette / hab.	297,79	230,64	199,44
6 - DGF / hab	0.0	0.0	0.0
7 - Dép de personnel / DRF	24,65 %	19,02 %	32,47 %
8 - CMPF	0 %	0 %	0 %

Ratios / Année	2021	2022	2023
9 - DRF+ Capital de la dette / RRF	80,61 %	74,4 %	90,02 %
10 - Dép d'équipement / RRF	18,6 %	13,24 %	9,47 %
11 - Encours de la dette /RRF	115,04 %	82,12 %	69,85 %

Intercommunalité en France	R1	R2	R2 bis	R3	R4	R5	R6	R7	R9	R10	R11
	€ / h	€ / h	€ / h	€ / h	€ / h	€ / h	€ / h	%	%	%	%
Moins de 15 000 hab.	375	212	114	443	106	236	44	40	91	24	53
15 000 à 30 000 hab.	330	188	71	393	82	208	44	40	89	21	53
30 000 à 50 000 hab.	325	185	54	385	79	197	52	43	90	20	51
50 000 à 100 000 hab.	381	202	64	450	89	268	72	40	90	20	59
100 000 à 300 000 hab.	430	227	84	530	120	475	94	39	89	23	90
300 000 hab. ou plus	383	290	65	504	136	591	146	38	87	27	117

Moyennes nationales des principaux ratios financiers par strates

Ratio 1 = Dépenses réelles de fonctionnement (DRF)/population : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvement réels. Les dépenses liées à des travaux en régie (crédit du compte 72) sont soustraites aux DRF.

Ratio 2 = Produit des impositions directes/population (recettes hors fiscalité reversée). Ratio 2 bis = Produit des impositions directes/population. En plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.

Ratio 3 = Recettes réelles de fonctionnement (RRF)/population : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la commune, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.

Ratio 4 = Dépenses brutes d'équipement/population : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (455 en M14).

Ratio 5 = Dette/population : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette/épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).

Ratio 6 = DGF/population : recettes du compte 741 en mouvements réels, part de la contribution de l'État au fonctionnement de la commune.

Ratio 7 = Dépenses de personnel/DRF : mesure la charge de personnel de la commune ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la commune.

Ratio 9 = Marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) /RRF : capacité de la commune à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à financer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire à l'emprunt pour financer l'investissement. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.

Ratio 10 = Dépenses brutes d'équipement/RRF = taux d'équipement : effort d'équipement de la commune au regard de sa richesse. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Les dépenses liées à des travaux en régie, ainsi que celles pour compte de tiers sont ajoutées aux dépenses d'équipement brut.

Ratio 11 = Dette/RRF = taux d'endettement : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à sa richesse.

VUE D'ENSEMBLE DU FONCTIONNEMENT

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	Année 2021				Année 2022				Année 2023			
	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.
011 - Charges à caractère général	**1 297 831,00**	**937 694,52**	**360 136,48**	**72**	**1 407 704,00**	**1 192 013,10**	**215 690,90**	**84**	**1 405 775,00**	**985 872,34**	**419 902,66**	**70**
60 - ACHATS ET VARIATION DES STOCKS	265 450,00	247 948,36	**17 501,64**	93	331 100,00	272 534,87	58 565,13	82	373 800,00	244 244,59	129 555,41	65
61 - SERVICES EXTERIEURS	686 671,00	463 325,77	**223 345,23**	67	752 870,00	648 312,76	104 557,24	86	707 300,00	562 927,26	144 372,74	80
62 - AUTRES SERVICES EXTERIEURS	338 510,00	218 730,39	**119 779,61**	64	315 734,00	263 784,47	51 949,53	83	316 675,00	171 219,49	145 455,51	54
63 - IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIM	7 200,00	7 690,00	**-490,00**	106	8 000,00	7 381,00	619,00	92	8 000,00	7 481,00	519,00	94
012 - Charges de personnel et frais assimilé	**1 011 621,00**	**704 452,29**	**307 168,71**	**69**	**1 132 050,00**	**1 006 177,12**	**125 872,88**	**88**	**1 199 581,00**	**910 651,23**	**288 929,77**	**76**
62 - AUTRES SERVICES EXTERIEURS	419 821,00	178 479,32	**241 341,68**	42	472 650,00	450 419,94	22 230,06	95	428 391,00	321 533,67	106 857,33	75
63 - IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIM	12 800,00	12 136,44	**663,56**	94	13 600,00	11 710,66	1 889,34	86	11 870,00	12 110,78	-240,78	102
64 - CHARGES DE PERSONNEL	579 000,00	513 836,53	**65 163,47**	88	645 800,00	544 046,52	101 753,48	84	759 320,00	577 006,78	182 313,22	76
014 - Atténuations de produits	**430 320,00**	**417 372,00**	**12 948,00**	**96**	**415 320,00**	**413 100,34**	**2 219,66**	**99**	**417 020,00**	**412 014,32**	**5 005,68**	**99**
65 - Autres charges de gestion courante	**805 400,00**	**677 305,20**	**128 094,80**	**84**	**728 205,00**	**647 538,29**	**80 666,71**	**88**	**813 352,07**	**704 433,75**	**108 918,32**	**87**
66 - Charges financières	**86 000,00**	**73 650,80**	**12 349,20**	**85**	**82 000,00**	**54 708,47**	**27 291,53**	**66**	**74 500,00**	**60 787,07**	**13 712,93**	**82**
67 - Charges spécifiques	**620 241,00**	**47 584,26**	**572 656,74**	**7**	**495 985,93**	**378 246,43**	**117 739,50**	**76**	**13 000,36**	**8 172,09**	**4 828,27**	**63**
68 - Dotations aux amortissements, aux dépré					**11 847,07**	**11 847,07**	**0,00**	**100**	**16 794,00**	**16 794,00**		**100**
002 - Déficit de fonctionnement reporté					**564 841,05**		**564 841,05**	**0**				**0**
Total dépenses réelles	**4 251 413,00**	**2 858 059,07**	**1 393 353,93**	**67**	**4 837 953,05**	**3 703 630,82**	**1 134 322,23**	**76**	**3 940 022,43**	**3 098 724,80**	**841 297,63**	**79**
Total dépenses d'ordre	**897 000,20**	**219 706,59**	**677 293,61**	**24**	**1 340 978,95**	**257 080,00**	**1 083 898,95**	**19**	**1 823 233,64**	**425 730,61**	**1 397 503,03**	**23**
Total dépenses de fonctionnement	**5 148 413,20**	**3 077 765,66**	**2 070 647,54**	**59**	**6 178 932,00**	**3 960 710,82**	**2 218 221,18**	**64**	**5 763 256,07**	**3 524 455,41**	**2 238 800,66**	**61**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	Année 2021				Année 2022				Année 2023			
	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.
70 - Produits des services, domaine et vente	**131 500,00**	**209 293,45**	**-77 793,45**	**159**	**124 000,00**	**196 288,19**	**-72 288,19**	**158**	**269 100,00**	**271 918,32**	**-2 818,32**	**101**
73 - Impôts et taxes	**2 971 623,00**	**2 989 306,00**	**-17 683,00**	**100**	**3 031 399,00**	**3 143 264,00**	**-111 865,00**	**103**	**1 844 893,00**	**1 851 516,00**	**-6 623,00**	**100**
731 - Impositions directes									**1 394 410,00**	**1 421 618,00**	**-27 208,00**	**102**
74 - Dotations et participations	**573 459,00**	**646 766,07**	**-73 307,07**	**112**	**588 474,00**	**736 576,92**	**-148 102,92**	**125**	**584 743,00**	**636 951,08**	**-52 208,08**	**109**
75 - Autres produits de gestion courante	**113 000,00**	**114 057,63**	**-1 057,63**	**100**	**114 200,00**	**117 097,63**	**-2 897,63**	**102**	**122 000,00**	**250 483,42**	**-128 483,42**	**205**
77 - Produits spécifiques	**174 471,67**	**82 854,30**	**91 617,37**	**47**	**139 500,57**	**193 330,44**	**-53 829,87**	**138**	**100,36**	**10 400,97**	**-10 300,61**	**1 000**
78 - Reprises sur amortissements, dépréciati									**11 847,07**	**11 847,07**		
013 - Atténuations de charges		**8 416,88**	**-8 416,88**		**10 170,00**	**2 571,83**	**7 598,17**	**25**	**12 000,00**	**17 784,22**	**-5 784,22**	**148**
002 - Excédent de fonctionnement reporté	**1 170 809,53**	**1 170 809,53**	**0,00**	**100**	**2 157 208,43**	**1 592 367,38**	**564 841,05**	**73**	**1 316 904,64**	**1 316 904,64**		**100**
Total recettes réelles	**5 134 863,20**	**5 221 503,86**	**-86 640,66**	**101**	**6 164 952,00**	**5 981 496,39**	**183 455,61**	**97**	**5 555 998,07**	**5 789 423,72**	**-233 425,65**	**104**
Total recettes d'ordre	**13 550,00**	**13 470,23**	**79,77**	**99**	**13 980,00**	**13 703,45**	**276,55**	**98**	**207 258,00**	**201 605,89**	**5 652,11**	**97**
Total recettes de fonctionnement	**5 148 413,20**	**5 234 974,09**	**-86 560,89**	**101**	**6 178 932,00**	**5 995 199,84**	**183 732,16**	**97**	**5 763 256,07**	**5 991 029,61**	**-227 773,54**	**104**

SOLDE DE FONCTIONNEMENT	Année 2021				Année 2022				Année 2023			
	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.
Solde de fonctionnement	**0,00**	**2 157 208,43**	**-2 157 208,43**	**999**		**2 034 489,02**	**-2 034 489,02**	**0**		**2 466 574,20**	**-2 466 574,20**	**0**

VUE D'ENSEMBLE DE L'INVESTISSEMENT

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	Année 2021				Année 2022				Année 2023			
	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.
10 - Dotations, fonds divers et reserves					3 000,00	293,96	2 706,04	9	5 000,00	2 044,92	2 955,08	41
13 - Subventions d'investissement reçues									24 215,00	24 215,00		
16 - Emprunts et dettes assimilés	409 400,00	407 312,96	**2 087,04**	99	502 793,34	322 485,77	180 307,57	64	490 000,20	483 485,40	6 514,80	99
204 - Subventions d'équipement versées	225 700,00	198 481,12	**27 218,88**	87	312 918,88	190 819,73	122 099,15	60	287 799,00	196 380,67	91 418,33	68
21 - Immobilisations corporelles	632 272,89	135 329,59	**496 943,30**	21	696 885,86	399 609,40	297 276,46	57	652 402,00	359 082,85	293 319,15	55
26 - Participations et créances ratt. à des partic	6 300,00	2 100,00	**4 200,00**	33	4 200,00		4 200,00	0	30 000,00	4 200,00	25 800,00	14
Total dépenses réelles hors opérations	**1 273 672,89**	**743 223,67**	**530 449,22**	**58**	**1 519 798,08**	**913 208,86**	**606 589,22**	**60**	**1 489 416,20**	**1 069 408,84**	**420 007,36**	**72**
11 - REGULARISATION ASSAINISSEMENT	0,20	0,20	**0,00**	100								
1501 - CREATION MAISON DE SANTE	39 237,00	39 234,77	**2,23**	99								
1902 - CRECHE PIERREPONT	169 095,00	73 885,24	**95 209,76**	43	59 000,00	51 232,60	7 767,40	86	22 766,00	7 766,00	15 000,00	34
1903 - ECLAIRAGE PUBLIC	471 409,11	459 838,00	**11 571,11**	97								
2101 - MAISON FRANCE SERVICES	203 000,00	45 322,74	**157 677,26**	22	157 677,26	130 090,39	27 586,87	82	8 850,00	7 849,58	1 000,42	89
2201 - PERISCOLAIRE SAINT JEAN					885 510,00		885 510,00	0	885 510,00		885 510,00	0
2202 - POLE ENFANCE LONGUYON					806 691,62		806 691,62	0	2 160 000,00	34 169,27	2 125 830,73	2
2301 - PERISCOLAIRE TELLANCOURT									960 000,00	14 640,00	945 360,00	2
Total dépenses opérations d'invest.	**882 741,31**	**618 280,95**	**264 460,36**	**70**	**1 908 878,88**	**181 322,99**	**1 727 555,89**	**9**	**4 037 126,00**	**64 424,85**	**3 972 701,15**	**2**
Total dépenses d'ordre	**13 550,00**	**13 470,23**	**79,77**	**99**	**13 980,00**	**13 703,45**	**276,55**	**98**	**207 258,00**	**201 605,89**	**5 652,11**	**97**
Total dépenses d'investissement	**2 169 964,20**	**1 374 974,85**	**794 989,35**	**63**	**3 442 656,96**	**1 108 235,30**	**2 334 421,66**	**32**	**5 733 800,20**	**1 335 439,58**	**4 398 360,62**	**23**

RECETTES D'INVESTISSEMENT	Année 2021				Année 2022				Année 2023			
	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.
001 - Excédent d'investissement reporté	887 963,58	887 963,58	**0,00**	100	4 892,25	4 892,25	0,00	100	266 635,82	266 635,82		100
10 - Dotations, fonds divers et reserves		91 945,65	**-91 945,65**		630 841,05	657 868,19	-27 027,14	104	817 584,38	829 171,95	-11 587,57	101
13 - Subventions d'investissement reçues	40 000,00	177 549,86	**-137 549,86**	443	50 000,00	12 107,00	37 893,00	24	65 316,36	24 215,00	41 101,36	37
16 - Emprunts et dettes assimilés	3 000,42	2 701,42	**299,00**	90	3 485,71	3 695,71	-210,00	106	3 700,00	2 835,00	865,00	77
Total recettes réelles hors opérations	**930 964,00**	**1 160 160,51**	**-229 196,51**	**124**	**689 219,01**	**678 563,15**	**10 655,86**	**98**	**1 153 236,56**	**1 122 857,77**	**30 378,79**	**97**
1902 - CRECHE PIERREPONT	80 000,00		**80 000,00**		66 119,00		66 119,00	0	80 000,00	7 020,00	72 980,00	9
1903 - ECLAIRAGE PUBLIC	217 000,00		**217 000,00**		153 000,00	439 227,97	-286 227,97	287		42 151,82	-42 151,82	0
2101 - MAISON FRANCE SERVICES	45 000,00		**45 000,00**		45 000,00		45 000,00	0	45 000,00	69 769,00	-24 769,00	155
2201 - PERISCOLAIRE SAINT JEAN					588 340,00		588 340,00	0	588 340,00		588 340,00	0
2202 - POLE ENFANCE LONGUYON					560 000,00		560 000,00	0	1 403 990,00		1 403 990,00	0
2301 - PERISCOLAIRE TELLANCOURT									640 000,00		640 000,00	0
Total recettes opérations d'invest.	**342 000,00**		**342 000,00**		**1 412 459,00**	**439 227,97**	**973 231,03**	**31**	**2 757 330,00**	**118 940,82**	**2 638 389,18**	**4**
Total recettes d'ordre	**897 000,20**	**219 706,59**	**677 293,61**	**24**	**1 340 978,95**	**257 080,00**	**1 083 898,95**	**19**	**1 823 233,64**	**425 730,61**	**1 397 503,03**	**23**
Total recettes d'investissement	**2 169 964,20**	**1 379 867,10**	**790 097,10**	**63**	**3 442 656,96**	**1 374 871,12**	**2 067 785,84**	**39**	**5 733 800,20**	**1 667 529,20**	**4 066 271,00**	**29**

Le Président quitte l'Assemblée

Le Conseil Communautaire,
Après avoir délibéré
Avec 35 pour
DECIDE de valider le CA 2023 du BG

- **Affectation du résultat** DEL 24-04-09

Il appartiendra au conseil d'autoriser le Président à procéder à l'affectation des résultats 2023

- un excédent de fonctionnement de :	1 149 669,56
- un excédent reporté de :	1 316 904,64
Soit un excédent de fonctionnement cumulé de :	2 466 574,20
- un excédent d'investissement de :	332 089,62
- un déficit des restes à réaliser de :	1 110 586,66
Soit un besoin de financement de :	778 497,04

DÉCIDE d'affecter le résultat d'exploitation de l'exercice 2023 comme suit :

RÉSULTAT D'EXPLOITATION AU 31/12/2023 : EXCÉDENT	2 466 574,20
AFFECTATION COMPLÉMENTAIRE EN RÉSERVE (1068)	778 497,04
RÉSULTAT REPORTÉ EN FONCTIONNEMENT (002)	1 688 077,16
RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTÉ (001) : EXCÉDENT	332 089,62

J WEISS reprend les résultats d'affectation avant de passer au vote

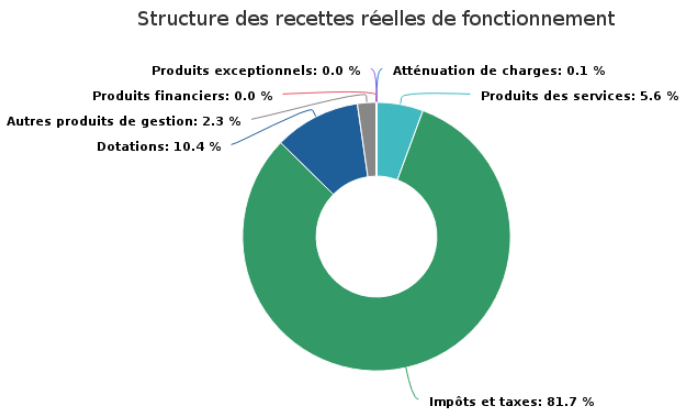
Le Conseil Communautaire,
Après avoir délibéré
A l'unanimité
DECIDE de valider l'affectation du résultat telle que présentée

-Budget Primitif 2024 DEL 24-04-10
Le président mettra au vote le budget primitif tel que présenté ci-dessous

1. Section de fonctionnement

1.1 Les recettes réelles de fonctionnement

La section de fonctionnement permet d'assurer la gestion courante de la EPCI.
Pour l'exercice 2024, il est prévu pour les recettes réelles de fonctionnement un montant de 5 248 626 €, elles étaient de 4 472 521 € en 2023. Elles se décomposent de la façon suivante :



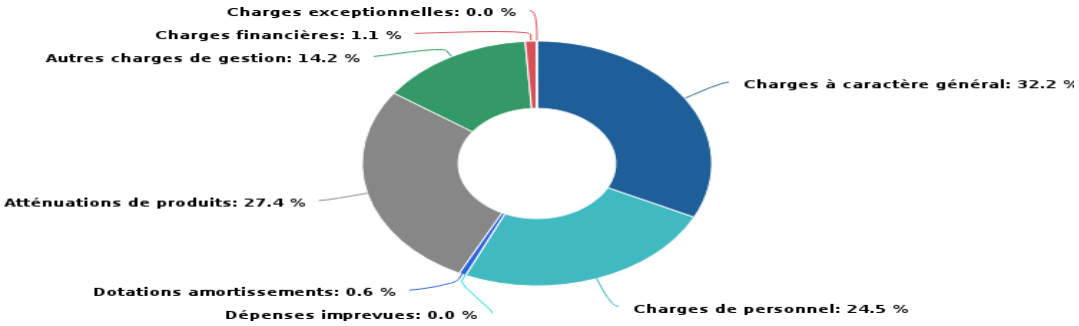
Année	2021 CA	2022 CA	2023 CA prévisionnel	2024 BP	2023-2024 %
Impôts / taxes	2 989 306 €	3 143 264 €	3 273 134 €	4 286 605 €	30,96 %
Dotations / Subventions	646 766 €	736 576 €	636 952 €	545 301 €	-14,39 %
Recettes d'exploitation : loyers, piscine, redevances….	399 061 €	502 741 €	522 403 €	412 720 €	-21 %
Autres recettes	15 559 €	6 545 €	40 032 € Bonne surprise e 2023	4 000 € Eléments aléatoires	-87,04 %
Recettes réelles de fonctionnement	**4 050 694 €**	**4 389 129 €**	**4 472 521 €**	**5 248 626 €**	**17,35 %**
Opérations d'ordre	13 470 €	13 703 €	201 605 €	210 400 €	4,36 %

Année	2021 CA	2022 CA	2023 CA prévisionnel	2024 BP	2023-2024 %
Excédent de fonctionnement	1 170 809 €	1 592 367 €	1 316 905 €	1 688 078 €	28,19 %
Total recettes de fonctionnement	**5 234 973 €**	**5 995 199 €**	**5 991 031 €**	**7 147 104 €**	**16,79 %**

J weiss : Dans les recettes on retrouve les AC. La T2L ne sert que de boîte à lettres

1.2 Les dépenses réelles de fonctionnement

Concernant les dépenses de fonctionnement, on retrouve ici toutes les dépenses récurrentes de EPCI, on y retrouve principalement : Les dépenses de personnel, les charges à caractère général, les autres charges de gestion courante.
Pour l'exercice 2024, il est prévu pour les dépenses réelles de fonctionnement un montant de 5 166 904 €, elles étaient de 3 098 725 € en 2023.
Elles se décomposent de la façon suivante :



Année	2021 CA	2022 CA	2023 CA prévisionnel	2024 BP	2023-2024 %
Charges de gestion	1 662 384 €	2 217 190 €	1 690 306 €	2 398 388 €	41,89 %
Charges de personnel	704 452 €	1 006 177 €	910 652 €	1 263 741 €	38,77 %
Atténuation de produits	417 372 €	413 100 €	412 014 €	1 416 475 €	243,79 %
Charges financières	73 650 €	54 708 €	60 787 €	54 300 €	-10,67 %
Autres dépenses	199 €	12 454 €	24 966 €	34 000 €	36,19 %
Dépenses réelles de fonctionnement	**2 858 059 €**	**3 703 630 €**	**3 098 725 €**	**5 166 904 €**	**66,74 %**
Opérations d'ordre	219 706 €	257 080 €	425 731 €	1 980 200 €	365,13 %
Excédent de fonctionnement	0 €	0 €	0 €	0 €	- %
Total dépenses de fonctionnement	**3 077 765 €**	**3 960 710 €**	**3 524 456 €**	**7 147 104 €**	**102,79 %**

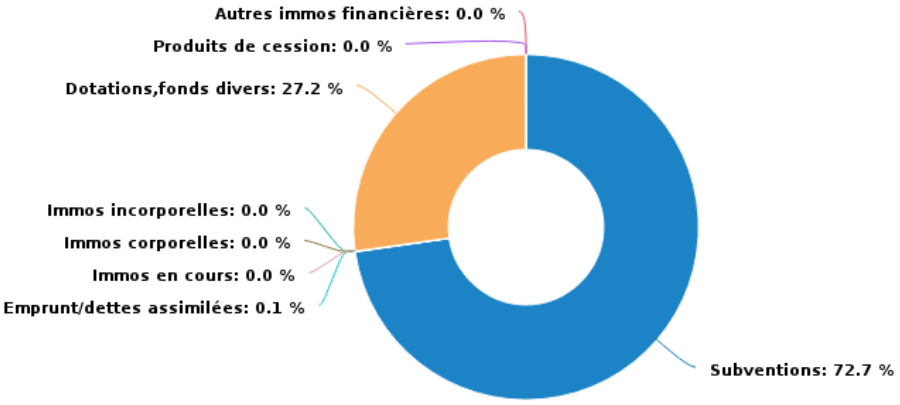
2. Section d'investissement

2.1 Les recettes d'investissement

Concernant les recettes d'investissement, on retrouve principalement : Les subventions d'investissement (provenant de l'Etat, de la région, département, Europe, ...), le FCTVA et la taxe d'aménagement, l'excédent de fonctionnement capitalisé (l'imputation des excédents de la section de fonctionnement), les emprunts.

J WEISS : Pour l'exercice 2024, les recettes réelles d'investissement s'élèveraient à 3 779 112 €, elles étaient de 975 163 € en 2023.

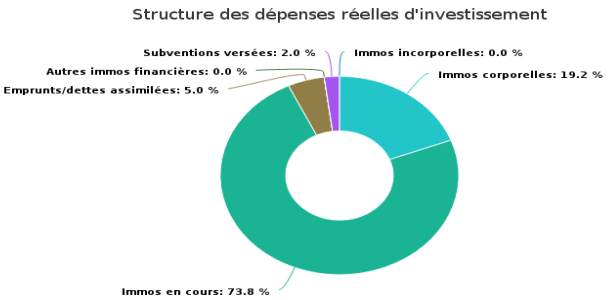
Elles se décomposent de la façon suivante :



Année	2021 CA	2022 CA	2023 CA prévisionnel	2024 BP	2023-2024 %
Subvention d'investissement	177 549 €	451 334 €	136 136 €	2 747 742 €	1 918,38 %
Emprunt et dettes assimilées	2 701 €	3 695 €	2 835 €	2 873 €	1,34 %
Dotations, fonds divers et réserves	91 945 €	657 868 €	829 172 €	1 028 497 €	24,04 %
Dont 1068	*0 €*	*564 841 €*	*717 584 €*	*778 497 €*	*8,49 %*
Autres recettes d'investissement	0 €	0 €	7 020 €	0 €	-100 %
Recettes réelles d'investissement	**272 196 €**	**1 112 898 €**	**975 163 €**	**3 779 112 €**	**287,54 %**
Opérations d'ordre	219 706 €	257 080 €	425 730 €	1 980 200 €	365,13 %
Excédent d'investissement	887 964 €	4 892 €	266 635 €	332 088 €	24,55 %
Total recettes d'investissement	**1 379 866 €**	**1 374 870 €**	**1 667 528 €**	**6 091 400 €**	

2.2 Les dépenses réelles d'investissement

Pour l'exercice 2024, les dépenses réelles d'investissement s'élèveraient à un montant total de 5 881 000 €, elles étaient de



1 133 834 € en 2023

Année	2021 CA	2022 CA	2023 CA prévisionnel	2024 BP	2023-2024 %
Immobilisations incorporelles	0 €	0 €	0 €	0 €	- %
Immobilisations corporelles	214 267 €	460 174 €	359 083 €	1 129 000 € tous les éléments figuraient dans le DOB	214,41 %
Immobilisations en cours	539 343 €	120 758 €	64 425 €	4 335 000 € périscolaire, crèche Longuyon, bâtiments périscolaires	6 628,75 %
Emprunts et dettes assimilées	407 312 €	322 485 €	483 485 € Remboursement du capital de l'emprunt AAGV	292 000 €	-39,61 %
Autres dépenses d'investissement	200 581 €	191 112 €	226 841 €	125 000 €	-44,9 %
Dépenses réelles d'investissement	**1 361 504 €**	**1 094 531 €**	**1 133 834 €**	5 881 000 €	**418,68 %**
Opérations d'ordre. Ce sont les amortissements en recettes d'investissement	13 470 €	13 703 €	201 606 €	210 400 €	4,36 %
Déficit d'investissement	0 €	0 €	0 €	0 €	- %
Total dépenses d'investissement	**1 374 974 €**	**1 108 234 €**	**1 335 440 €**	**6 091 400 €**	

3. Ratios d'analyse financière

L'épargne brute, elle correspond à l'excédent de la section de fonctionnement sur un exercice, c'est à dire la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement. Elle sert ainsi à financer :

- Le remboursement du capital de la dette de l'exercice (inscrit au compte 1641 des dépenses d'investissement)
- L'autofinancement des investissements

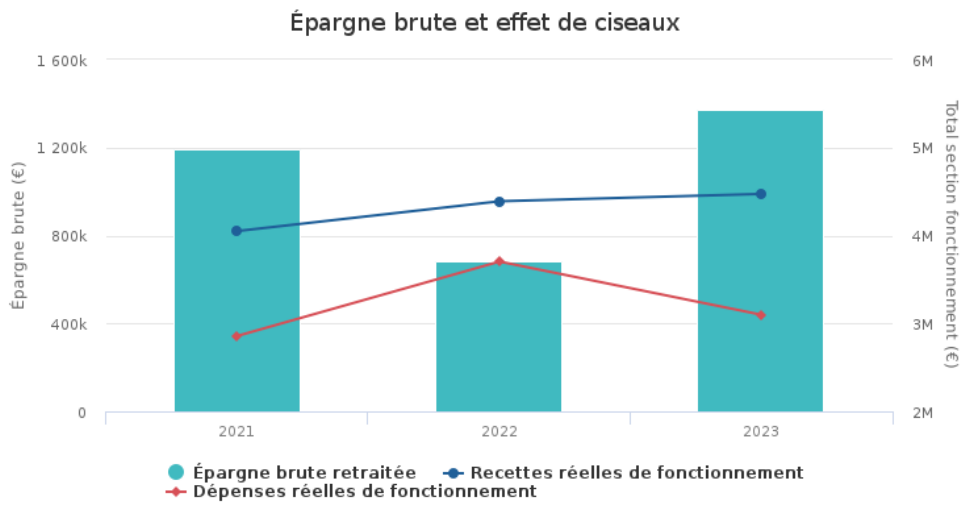
A noter qu'un EPCI est en déséquilibre budgétaire au sens de l'article L.1612-4 du CGCT si son montant d'épargne brute dégagé sur un exercice ne lui permet pas de rembourser son capital de la dette sur ce même exercice.

L'épargne nette ou capacité d'autofinancement représente le montant d'autofinancement réel de EPCI sur un exercice. Celle-ci est composée de l'excédent de la section de fonctionnement (ou épargne brute) duquel a été retraité le montant des emprunts souscrits par EPCI sur l'exercice.

Evolution des niveaux d'épargne de la collectivité

Année	2021 CA	2022 CA	2023 CA prévisionnel	2024 BP	2023-2024 %
Recettes Réelles de fonctionnement (€)	4 050 694	4 389 129	4 472 521	5 248 626	17,35 %
Dont recettes exceptionnelles	*7 143*	*3 974*	*10 401*	*1 000*	-
Dépenses Réelles de fonctionnement (€)	2 858 059	3 703 630	3 098 725	5 166 904	66,74 %
Dont dépenses exceptionnelles	*199*	*607*	*8 172*	*1 000*	-
Epargne brute (€)	**1 192 635**	**685 498**	**1 373 796**	**81 722**	**-94,05%**
Taux d'épargne brute %	**29.44 %**	**15.62 %**	**30.72 %**	**1.56 %**	**-**
Amortissement du capital (€)	407 312 €	322 485 €	483 485 €	292 000 €	-39,61%
Epargne nette (€)	**785 323 €**	**363 013 €**	**890 311 €**	**-210 278 €**	**-123,62%**
Encours de dette	**4 659 766 €**	**3 604 435 €**	**3 123 890 €**	**2 837 890 €**	**-9,16 %**
Capacité de désendettement	**3,91**	**5,26**	**2,27**		**-**

Le montant d'épargne brute de EPCI est égal à la différence entre l'axe bleu et l'axe rouge (prendre en compte les retraitements). Si les dépenses réelles de fonctionnement progressent plus rapidement que les recettes réelles de fonctionnement, un effet de ciseau se créé, ce qui a pour conséquence d'endommager l'épargne brute dégagée par la collectivité et de possiblement dégrader sa situation financière.

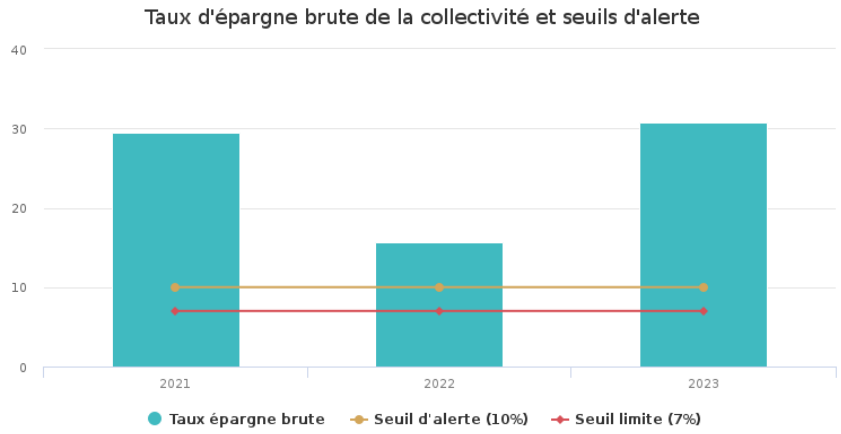


Le taux d'épargne brute correspond au rapport entre l'épargne brute (hors produits et charges exceptionnels) et les recettes réelles de fonctionnement de la collectivité. Il permet de mesurer le pourcentage de ces recettes qui pourront être alloués à la section d'investissement afin de rembourser le capital de la dette et autofinancer les investissements de l'année en cours.

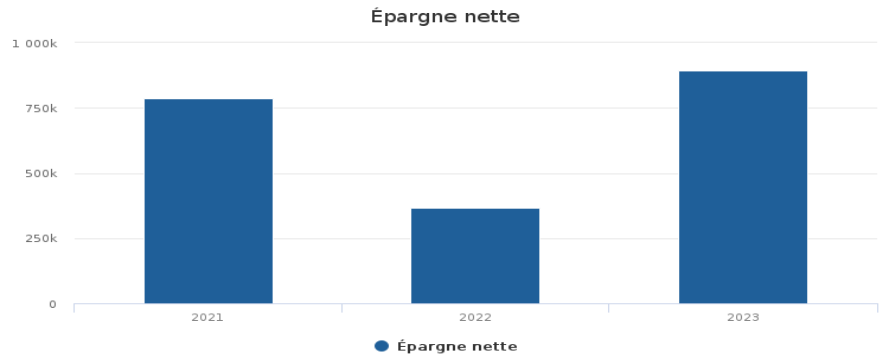
Deux seuils d'alerte sont ici présentés. Le premier, à 10% correspond à un premier avertissement, la collectivité en dessous de ce seuil n'est plus à l'abri d'une chute sensible ou perte totale d'épargne.

Le second seuil d'alerte (7% des RRF) représente un seuil limite. En dessous de ce seuil, la collectivité ne dégage pas suffisamment d'épargne pour rembourser sa dette, investir et également pouvoir emprunter si elle le souhaite.

Pour information, le taux moyen d'épargne brute d'une collectivité française se situait aux alentours de 15% en 2021 (*DGCL – Données DGFIP*).



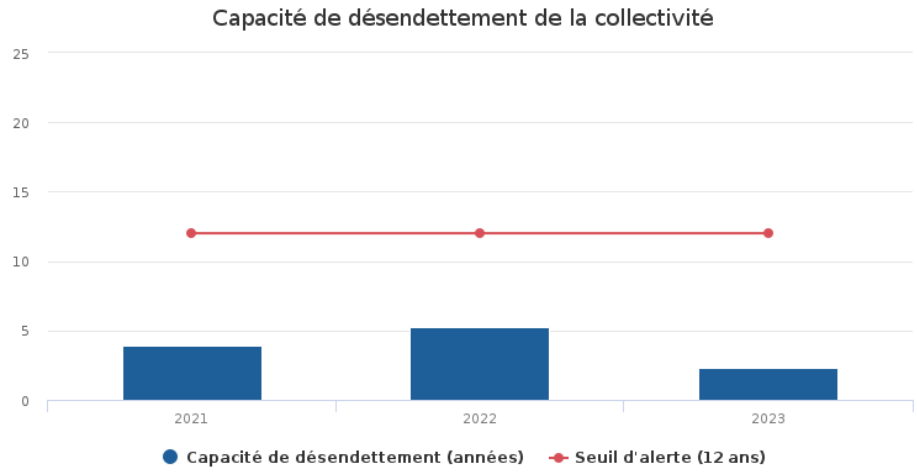
J WEISS : La situation ne sera vraiment évaluée qu'à la fin de l'exercice



La capacité de désendettement constitue le rapport entre l'encours de dette de la collectivité et son épargne brute. Elle représente le nombre d'années que mettrait la collectivité à rembourser sa dette si elle consacrait l'intégralité de son épargne dégagée sur sa section de fonctionnement à cet effet.

Un seuil d'alerte est fixé à 12 ans, durée de vie moyenne d'un investissement avant que celui-ci ne nécessite des travaux de réhabilitation. Si la capacité de désendettement de la collectivité est supérieure à ce seuil, cela veut dire qu'elle devrait de nouveau emprunter pour réhabiliter un équipement sur lequel elle n'a toujours pas fini de rembourser sa dette. Un cercle négatif se formerait alors et porterait sérieusement atteinte à la solvabilité financière de la collectivité, notamment au niveau des établissements de crédit.

Pour information, la capacité de désendettement moyenne d'un EPCI en France se situait aux alentours de 5,5 années en 2021 (*DGCL – Données DGFIP*).



BP 2024

VUE D'ENSEMBLE DU FONCTIONNEMENT

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	Année 2022				Année 2023				Budget Primitif 2024			
	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Propositions nouvelles	Reports	Propositions Globales	Var./ N-1
011 - Charges à caractère général	**1 407 704,00**	**1 192 013,10**	**215 690,90**	**84**	**1 405 775,00**	**985 872,34**	**419 902,66**	**70**	**1 665 693,00**		**1 665 693,00**	**18,5**
60 - ACHATS ET VARIATION DES STOCKS	331 100,00	272 534,87	**58 565,13**	82	373 800,00	244 244,59	129 555,41	65	494 643,00		494 643,00	32,3
61 - SERVICES EXTERIEURS	752 870,00	648 312,76	**104 557,24**	86	707 300,00	562 927,26	144 372,74	79	774 300,00		774 300,00	9,5
62 - AUTRES SERVICES EXTERIEURS	315 734,00	263 784,47	**51 949,53**	83	316 675,00	171 219,49	145 455,51	54	388 750,00		388 750,00	22,8
63 - IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASS	8 000,00	7 381,00	**619,00**	92	8 000,00	7 481,00	519,00	93	8 000,00		8 000,00	0,0
012 - Charges de personnel et frais assimilé	**1 132 050,00**	**1 006 177,12**	**125 872,88**	**88**	**1 199 581,00**	**910 651,23**	**288 929,77**	**75**	**1 263 741,00**		**1 263 741,00**	**5,3**
62 - AUTRES SERVICES EXTERIEURS	472 650,00	450 419,94	**22 230,06**	95	428 391,00	321 533,67	106 857,33	75	390 000,00		390 000,00	-9,0
63 - IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASS	13 600,00	11 710,66	**1 889,34**	86	11 870,00	12 110,78	-240,78	102	18 000,00		18 000,00	51,6
64 - CHARGES DE PERSONNEL	645 800,00	544 046,52	**101 753,48**	84	759 320,00	577 006,78	182 313,22	75	855 741,00		855 741,00	12,7
014 - Atténuations de produits	**415 320,00**	**413 100,34**	**2 219,66**	**99**	**417 020,00**	**412 014,32**	**5 005,68**	**98**	**1 416 475,00**		**1 416 475,00**	**239,7**
65 - Autres charges de gestion courante	**728 205,00**	**647 538,29**	**80 666,71**	**88**	**813 352,07**	**704 433,75**	**108 918,32**	**86**	**732 695,00**		**732 695,00**	**-9,9**
66 - Charges financières	**82 000,00**	**54 708,47**	**27 291,53**	**66**	**74 500,00**	**60 787,07**	**13 712,93**	**81**	**54 300,00**		**54 300,00**	**-27,1**
67 - Charges spécifiques	**495 985,93**	**378 246,43**	**117 739,50**	**76**	**13 000,36**	**8 172,09**	**4 828,27**	**62**	**1 000,00**		**1 000,00**	**-92,3**
68 - Dotations aux amortissements, aux dépr	**11 847,07**	**11 847,07**	**0,00**	**100**	**16 794,00**	**16 794,00**	**0,00**	**100**	**33 000,00**		**33 000,00**	**96,5**
002 - Déficit de fonctionnement reporté	**564 841,05**		**564 841,05**									
Total dépenses réelles	**4 837 953,05**	**3 703 630,82**	**1 134 322,23**	**76**	**3 940 022,43**	**3 098 724,80**	**841 297,63**	**78**	**5 166 904,00**		**5 166 904,00**	**31,1**
Total dépenses d'ordre	**1 340 978,95**	**257 080,00**	**1 083 898,95**	**19**	**1 823 233,64**	**425 730,61**	**1 397 503,03**	**23**	**1 980 200,00**		**1 980 200,00**	**8,6**
Total dépenses de fonctionnement	**6 178 932,00**	**3 960 710,82**	**2 218 221,18**	**64**	**5 763 256,07**	**3 524 455,41**	**2 238 800,66**	**61**	**7 147 104,00**		**7 147 104,00**	**24,0**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	Année 2022				Année 2023				Budget Primitif 2024			
	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Propositions nouvelles	Reports	Propositions Globales	Var./ N-1
70 - Produits des services, domaine et vente	**124 000,00**	**196 288,19**	**-72 288,19**	**158**	**269 100,00**	**271 918,32**	**-2 818,32**	**101**	**293 600,00**		**293 600,00**	**9,1**
73 - Impôts et taxes	**3 031 399,00**	**3 143 264,00**	**-111 865,00**	**103**	**1 844 893,00**	**1 851 516,00**	**-6 623,00**	**100**	**2 855 725,00**		**2 855 725,00**	**54,8**
731 - Impositions directes					**1 394 410,00**	**1 421 618,00**	**-27 208,00**	**101**	**1 430 880,00**		**1 430 880,00**	**2,6**
74 - Dotations et participations	**588 474,00**	**736 576,92**	**-148 102,92**	**125**	**584 743,00**	**636 951,08**	**-52 208,08**	**108**	**545 301,84**		**545 301,84**	**-6,7**
75 - Autres produits de gestion courante	**114 200,00**	**117 097,63**	**-2 897,63**	**102**	**122 000,00**	**250 483,42**	**-128 483,42**	**205**	**119 120,00**		**119 120,00**	**-2,4**
77 - Produits spécifiques	**139 500,57**	**193 330,44**	**-53 829,87**	**138**	**100,36**	**10 400,97**	**-10 300,61**	**999**	**1 000,00**		**1 000,00**	**896,4**
78 - Reprises sur amortissements, dépréciati					**11 847,07**	**11 847,07**	**0,00**	**100**				**-100,0**
013 - Atténuations de charges	**10 170,00**	**2 571,83**	**7 598,17**	**25**	**12 000,00**	**17 784,22**	**-5 784,22**	**148**	**3 000,00**		**3 000,00**	**-75,0**
002 - Excédent de fonctionnement reporté	**2 157 208,43**	**1 592 367,38**	**564 841,05**	**73**	**1 316 904,64**	**1 316 904,64**	**0,00**	**100**	**1 688 077,16**		**1 688 077,16**	**28,2**
Total recettes réelles	**6 164 952,00**	**5 981 496,39**	**183 455,61**	**97**	**5 555 998,07**	**5 789 423,72**	**-233 425,65**	**104**	**6 936 704,00**		**6 936 704,00**	**24,9**
Total recettes d'ordre	**13 980,00**	**13 703,45**	**276,55**	**98**	**207 258,00**	**201 605,89**	**5 652,11**	**97**	**210 400,00**		**210 400,00**	**1,5**
Total recettes de fonctionnement	**6 178 932,00**	**5 995 199,84**	**183 732,16**	**97**	**5 763 256,07**	**5 991 029,61**	**-227 773,54**	**103**	**7 147 104,00**		**7 147 104,00**	**24,0**

SOLDE DE FONCTIONNEMENT	Année 2022				Année 2023				Budget Primitif 2024			
	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Propositions nouvelles	Reports	Propositions Globales	Var./ N-1
Solde de fonctionnement		**2 034 489,02**	**-2 034 489,02**			**2 466 574,20**	**-2 466 574,20**	**0**				

BP 2024

VUE D'ENSEMBLE DE L'INVESTISSEMENT

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	Année 2022				Année 2023				Budget Primitif 2024			
	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Propositions nouvelles	Reports	Propositions Globales	Var./ N-1
10 - Dotations, fonds divers et reserves	3 000,00	293,96	**2 706,04**	9	5 000,00	2 044,92	2 955,08	40	5 000,00		5 000,00	0,0
13 - Subventions d'investissement reçues					24 215,00	24 215,00	0,00	100				-100,0
16 - Emprunts et dettes assimilés	502 793,34	322 485,77	**180 307,57**	64	490 000,20	483 485,40	6 514,80	98	290 500,00	1 500,00	292 000,00	-40,4
204 - Subventions d'équipement versées	312 918,88	190 819,73	**122 099,15**	60	287 799,00	196 380,67	91 418,33	68	28 581,67	91 418,33	120 000,00	-58,3
21 - Immobilisations corporelles	696 885,86	399 609,40	**297 276,46**	57	652 402,00	359 082,85	293 319,15	55	1 012 952,40	116 047,60	1 129 000,00	73,1
26 - Participations et créances ratt. à des partic	4 200,00		**4 200,00**		30 000,00	4 200,00	25 800,00	14				-100,0
Total dépenses réelles hors opérations	**1 519 798,08**	**913 208,86**	**606 589,22**	**60**	**1 489 416,20**	**1 069 408,84**	**420 007,36**	**71**	**1 337 034,07**	**208 965,93**	**1 546 000,00**	**3,8**
1902 - CRECHE PIERREPONT	59 000,00	51 232,60	**7 767,40**	86	22 766,00	7 766,00	15 000,00	34	15 000,00		15 000,00	-34,1
2101 - MAISON FRANCE SERVICES	157 677,26	130 090,39	**27 586,87**	82	8 850,00	7 849,58	1 000,42	88				-100,0
2201 - PERISCOLAIRE SAINT JEAN	885 510,00		**885 510,00**		885 510,00		885 510,00	0	59 490,00	885 510,00	945 000,00	6,7
2202 - POLE ENFANCE LONGUYON	806 691,62		**806 691,62**		2 160 000,00	34 169,27	2 125 830,73	1	189 169,27	2 125 830,73	2 315 000,00	7,2
2301 - PERISCOLAIRE TELLANCOURT					960 000,00	14 640,00	945 360,00	1	974 000,00	86 000,00	1 060 000,00	10,4
Total dépenses opérations d'invest.	**1 908 878,88**	**181 322,99**	**1 727 555,89**	**9**	**4 037 126,00**	**64 424,85**	**3 972 701,15**	**1**	**1 237 659,27**	**3 097 340,73**	**4 335 000,00**	**7,4**
Total dépenses d'ordre	**13 980,00**	**13 703,45**	**276,55**	**98**	**207 258,00**	**201 605,89**	**5 652,11**	**97**	**210 400,00**		**210 400,00**	**1,5**
Total dépenses d'investissement	**3 442 656,96**	**1 108 235,30**	**2 334 421,66**	**32**	**5 733 800,20**	**1 335 439,58**	**4 398 360,62**	**23**	**2 785 093,34**	**3 306 306,66**	**6 091 400,00**	**6,2**

RECETTES D'INVESTISSEMENT	Année 2022				Année 2023				Budget Primitif 2024			
	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Propositions nouvelles	Reports	Propositions Globales	Var./ N-1
001 - Excédent d'investissement reporté	4 892,25	4 892,25	**0,00**	100	266 635,82	266 635,82	0,00	100	332 089,62		332 089,62	24,5
10 - Dotations, fonds divers et reserves	630 841,05	657 868,19	**-27 027,14**	104	817 584,38	829 171,95	-11 587,57	101	1 028 497,04		1 028 497,04	25,8
13 - Subventions d'investissement reçues	50 000,00	12 107,00	**37 893,00**	24	65 316,36	24 215,00	41 101,36	37	55 000,00		55 000,00	-15,8
16 - Emprunts et dettes assimilés	3 485,71	3 695,71	**-210,00**	106	3 700,00	2 835,00	865,00	76	2 873,34		2 873,34	-22,3
Total recettes réelles hors opérations	**689 219,01**	**678 563,15**	**10 655,86**	**98**	**1 153 236,56**	**1 122 857,77**	**30 378,79**	**97**	**1 418 460,00**		**1 418 460,00**	**23,0**
1902 - CRECHE PIERREPONT	66 119,00		**66 119,00**		80 000,00	7 020,00	72 980,00	8	7 020,00	72 980,00	80 000,00	0,0
1903 - ECLAIRAGE PUBLIC	153 000,00	439 227,97	**-286 227,97**	287		42 151,82	-42 151,82	0				
2101 - MAISON FRANCE SERVICES	45 000,00		**45 000,00**		45 000,00	69 769,00	-24 769,00	155				-100,0
2201 - PERISCOLAIRE SAINT JEAN	588 340,00		**588 340,00**		588 340,00		588 340,00	0		588 340,00	588 340,00	0,0
2202 - POLE ENFANCE LONGUYON	560 000,00		**560 000,00**		1 403 990,00		1 403 990,00	0	50 000,00	1 334 400,00	1 384 400,00	-1,4
2301 - PERISCOLAIRE TELLANCOURT					640 000,00		640 000,00	0	440 000,00	200 000,00	640 000,00	0,0
Total recettes opérations d'invest.	**1 412 459,00**	**439 227,97**	**973 231,03**	**31**	**2 757 330,00**	**118 940,82**	**2 638 389,18**	**4**	**497 020,00**	**2 195 720,00**	**2 692 740,00**	**-2,3**
Total recettes d'ordre	**1 340 978,95**	**257 080,00**	**1 083 898,95**	**19**	**1 823 233,64**	**425 730,61**	**1 397 503,03**	**23**	**1 980 200,00**		**1 980 200,00**	**8,6**
Total recettes d'investissement	**3 442 656,96**	**1 374 871,12**	**2 067 785,84**	**39**	**5 733 800,20**	**1 667 529,20**	**4 066 271,00**	**29**	**3 895 680,00**	**2 195 720,00**	**6 091 400,00**	**6,2**

SOLDE D'INVESTISSEMENT	Année 2022				Année 2023				Budget Primitif 2024			
	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Propositions nouvelles	Reports	Propositions Globales	Var./ N-1
Solde d'investissement		**266 635,82**	**-266 635,82**			**332 089,62**	**-332 089,62**	**0**	**1 110 586,66**	**-1 110 586,66**		

Le Conseil sera amené à valider le budget primitif du budget général 2024 tel que présenté ci-dessous :

G BIANCHI : en commission Finances, on a parlé du transfert du siège chez Kaiser. Nous n'avons pas les éléments pour choisir. J'ai une remarque en ce qui concerne le budget, je note la bonne volonté en matière d'environnement avec 36 000€. Cela ne représente pas 0,1% du budget mais 0,6%. Ce n'est pas formidable, cela m'interpelle sur un tel budget. Sur la FPU, le complément de subvention a été reversé dans certaines intercommunalités. Il faudra donc en reparler

J WEISS : nous sommes figés pendant une année. Les anticipations ont été faites. On souhaite que les projets se fassent au niveau du territoire. Il sera de bon ton de se pencher sur des élements de verdissement du territoire. C'est à mettre en place. Le budget est excédentaire et j'espère que les propositions seront pertinentes.

G BIANCHI : j'aimerais bien terminer mes arguments sans être coupé. C'est triste que l'on ait aucun vrai budget dédié à l'environnement. Je m'abstiendrai.

E GILLARDIN : des choses sont faites en matière d'environnement, comme le projet SIAC TVB pour la valorisation de la vallée de la Chiers. On est aux prémisses . Cela répondait à une étude faite par l'AGAPE sur la mobilité verte, le tourisme et une descente en canoés. Cela fait 1,5 ans que c'est en route. Les délégués du SIAC sont au courant. Mais Jean François a quitté son poste de délégué, tu n'es peut-être pas au courant.

G BIANCHI : on nous a parlé de TVB en commission. C'est un peu lent. Il faut qu'on soit associés. Cela ne va pas assez vite.

E GILLARDIN : il ne faut pas brûler les étapes. De plus, il y a les études ruissellement, la DDT s'en occupe. Il y a également une étude spéciale CRUSNES qui devait commencer, mais suite aux manifestations agricoles, ils ont mis en suspens. On va perdre encore 6 mois.

JJ PIERRET : en complément, il ne faut pas oublier l'investissement en matière d'EP, c'est du développement durable puisqu'on a baissé drastiquement les consommations énergétiques

G BIANCHI : nous ne sommes pas obligés d'attendre ! on doit être un élément moteur

J THOMAS fait un point sur les inondations/ la DDT ne comprend pas que GEMAPI n'ait pas les ruisseaux. Je t'enverrai les textes

E GILLARDIN : la GEMAPI compte 4 axes. Le SIAC en a pris 2 et pas les ruisseaux

J MOINEAUX : il est prévu 150 000€ pour le transfert des bureaux. Est-ce que cela concerne des travaux ou qu'est il prévu ?

J WEISS :il s'agit d'une provision pour aménager les bureaux, des travaux et de l'aménagement. On aura à en discuter dans le cadre d'un conseil communautaire par une convention de mandat.

J MOINEAUX : je pense que c'est une bonne idée mais pourquoi 150 000€ ?

JP JACQUE : ce sera une participation aux frais et il n'y aura pas de loyer par la suite

J WEISS : au prochain conseil, nous parlerons de convention de mandat. Si les 150 000€ ne sont pas utilisés, ils reviendront dans le budget, s'ils sont utilisés, ils le seront par une convention de mandat puis par une convention de mise à disposition des locaux. On ne paiera que les charges nécessaires. Si on participe aux travaux on ne paie pas le loyer.il faut bien prévoir une ligne budgétaire

JP JACQUE : on a les chiffres selon le marché en cours

J WEISS : on vous donnera tous les éléments nécessaires

JP JACQUE : il y a aussi le SIAC le SIEP qui occuperont les lieux

E GILLARDIN : il faudra vendre la maison où il y a le SIAC

Le Conseil Communautaire,
Après avoir délibéré
AVEC 35 POUR, 2 ABSTENTIONS (TELLANCOURT et GRAND FAILLY)
DECIDE de valider le BP 2024 tel que présenté

6-Tarifs Publics –AAGV-Périscolaire- Piscine DEL 24-04-11

Il appartiendra au Conseil de valider les tarifs ci-dessous à compter du 1er avril 2024, identiques à l'année 2023:

- **Aire d'Accueil Gens du Voyage**

OBJET	TARIF 2023	TARIF 2024
Redevance Journalière forfaitaire d'occupation	4,50 €	4,50 €
Caution	105,00 €	105,00 €
Fluides :		
KWh d'électricité/emplacement	0,25 €/KWh	0,25 €/KWh
m³ d'eau	4,60 €/m³	4,60 €/m³
Pénalités journalières par jour d'infraction	51,00 €	51,00 €

BLOC SANITAIRE :	
Tuyauterie, plomberie	60,00 €
Pommeau de douche	50,00 €
Chasse d'eau	200,00 €
Robinet évier	150,00 €
Porcelaine WC à la turque	280,00 €
Chauffe-eau	330,00 €
Porte	900,00 €
Serrure (complète avec poignée)	380,00 €
Barillet	80,00 €
Mitigeur douche	145,00 €
Bac à laver (évier)	250,00 €
Eclairage bloc sanitaire	50,00 €
Graffiti, tag	15,00 €
Insalubrité des sanitaires	20,00 €
EMPLACEMENT :	
Trou dans le sol	30,00 €
Etendoir	150,00 €
Fil à linge	10,00 €
Compteur eau/électricité	870,00 €
Prise d'eau	110,00 €
Prise électrique	50,00 €
Trou dans les murs	50,00 €
Clé	10,00 €

- **Tarifs Périscolaires**

Longuyon

			MATIN		MIDI	SOIR	
			7h30 - à l'école	**7h - à l'école**	**11h30 - 13h30**	**De l'école - 17h30**	**De l'école - 18h30**
Enfants scolarisés à LONGUYON	**Ressortissants du Régime général**	**Quotient familial <ou=800€**	**1,80 €**	**2,65 €**	**6,50 €**	**1,80 €**	**3,60 €**
		Quotient familial = 801 ou < ou =1300€	**1,85 €**	**2,70 €**	**6,60 €**	**1,85 €**	**3,70€**
		Quotient familial = 1301 ou < ou =1700€	**1,90 €**	**2,75 €**	**6,70 €**	**1,90 €**	**3,80 €**
		Quotient familial > à 1701€	**1,95 €**	**2,80 €**	**6,80 €**	**1,95 €**	**3,90 €**
	Autres Régimes	**Quotient familial <ou=800€**	**2,25 €**	**3,40 €**	**7,20 €**	**2,25 €**	**4,50 €**
		Quotient familial = 801 ou < ou =1300€	**2,30€**	**3,40€**	**7,30€**	**2,30€**	**4,60€**
		Quotient familial = 1301 ou < ou =1700€	**2,35 €**	**3,50 €**	**7,40 €**	**2,35 €**	**4,70 €**
		Quotient familial > à 1701€	**2,40 €**	**3,55 €**	**7,50 €**	**2,40 €**	**4,80 €**

Regroupement scolaire Saint-Jean-Les-Longuyon/ Grand-Failly

			MATIN 07H30 à 08h30	MIDI 12h00 à 13h30	SOIR 16h00 à 17h00	SOIR 16h00 à 18h00
Enfants scolarisés à GRAND-FAILLY / SAINT JEAN LES LONGUYON	Ressortissants du Régime général	Quotient familial <ou=800€	1,80 €	6,50 €	1,80 €	3,60 €
		Quotient familial = 801 ou < ou =1300€	1,85 €	6,60 €	1,85 €	3,70€
		Quotient familial = 1301 ou < ou =1700€	1,90 €	6,70 €	1,90 €	3,80 €
		Quotient familial > à 1701€	1,95 €	6,80 €	1,95 €	3,90 €
	Autres Régimes	Quotient familial <ou=800€	2,25 €	7,20 €	2,25 €	4,50 €
		Quotient familial = 801 ou < ou =1300€	2,30 €	7,30 €	2,30 €	4,60 €
		Quotient familial = 1301 ou < ou =1700€	2,35 €	7,40 €	2,35 €	4,70 €
		Quotient familial > à 1701€	2,40 €	7,50 €	2,40 €	4,80 €

Regroupement scolaire Pierrepont/Beuveille

			MATIN 7h15 - à l'école	MIDI 11h55 - 13h30	SOIR De l'école - 17h00	De l'école - 18h00
Enfants scolarisés à PIERREPONT / BEUVEILLE	Ressortissants du Régime général	Quotient familial <ou=800€	1,80 €	6,50 €	1,80 €	3,60 €
		Quotient familial = 801 ou < ou =1300€	1,85 €	6,60 €	1,85 €	3,70€
		Quotient familial = 1301 ou < ou =1700€	1,90 €	6,70 €	1,90 €	3,80 €
		Quotient familial > à 1701€	1,95 €	6,80 €	1,95 €	3,90 €
	Autres Régimes	Quotient familial <ou=800€	2,25 €	7,20 €	2,25 €	4,50 €
		Quotient familial = 801 ou < ou =1300€	2,30 €	7,30 €	2,30 €	4,60 €
		Quotient familial = 1301 ou < ou =1700€	2,35 €	7,40 €	2,35 €	4,70 €
		Quotient familial > à 1701€	2,40 €	7,50 €	2,40 €	4,80 €

J MOINEAUX : il n'y a pas un budget spécifique pour les périscolaires ?
J WEISS : on pourra faire un tour des dépenses et recettes en cours d'année

Regroupement scolaire Tellancourt

			MATIN 7h30 - 8h30	MATIN 7h15 - 8h30	MIDI 11h30 - 13h10	SOIR 16h10 - 17h10	SOIR 16h10 - 18h10
Enfants scolarisés à TELLANCOURT	Ressortissants du Régime général	Quotient familial <ou=800€	1,80 €	2,25 €	6,50 €	1,80 €	3,60 €
		Quotient familial = 801 ou < ou =1300€	1,85 €	2,30 €	6,60 €	1,85 €	3,70€
		Quotient familial = 1301 ou < ou =1700€	1,90 €	2,35 €	6,70 €	1,90 €	3,80 €
		Quotient familial > à 1701€	1,95 €	2,40€	6,80 €	1,95 €	3,90 €
	Autres Régimes	Quotient familial <ou=800€	2,25 €	2,80 €	7,20 €	2,25 €	4,50 €
		Quotient familial = 801 ou < ou =1300€	2,30 €	2,85 €	7,30 €	2,30 €	4,60 €
		Quotient familial = 1301 ou < ou =1700€	2,35 €	2,90 €	7,40 €	2,35 €	4,70 €
		Quotient familial > à 1701€	2,40 €	2,95 €	7,50 €	2,40 €	4,80 €

Mercredis éducatifs

T2L

			Mercredi 1/2 journée sans repas	Mercredi 1/2 journée avec repas	Mercredi journée sans repas	Mercredi journée avec repas
Enfants habitants et/ ou scolarisés sur la communauté de communes de la T2L	Ressortissants du Régime général	Quotient familial <ou=800€	5,00 €	8,50 €	7,60 €	11,00 €
		Quotient familial = 801 ou < ou =1300€	5,10 €	8,60 €	7,70 €	11,10 €
		Quotient familial = 1301 ou < ou =1700€	5,20 €	8,70 €	7,80 €	11,20 €
		Quotient familial > à 1701€	5,30 €	8,80 €	7,90 €	11,30 €
	Autres Régimes	Quotient familial <ou=800€	7,65 €	11,15 €	10,25 €	13,65 €
		Quotient familial = 801 ou < ou =1300€	7,75 €	11,25 €	10,35 €	13,75 €
		Quotient familial = 1301 ou < ou =1700€	7,85 €	11,35 €	10,45 €	13,85 €
		Quotient familial > à 1701€	7,95 €	11,45 €	10,55 €	13,95 €

Hors T2L

			Mercredi 1/2 journée sans repas	Mercredi 1/2 journée avec repas	Mercredi journée sans repas	Mercredi journée avec repas
Enfants habitants et scolarisés hors de la communauté de Communes de la T2L	Ressortissants du Régime général	Quotient familial <ou=800€	7,00 €	10,50 €	9,60 €	13,00 €
		Quotient familial = 801 ou < ou =1300€	7,10 €	10,60 €	9,70 €	13,10€
		Quotient familial = 1301 ou < ou =1700€	7,20 €	10,70 €	9,80 €	13,20 €
		Quotient familial > à 1701€	7,30 €	10,80 €	9,90 €	13,30 €
	Autres Régimes	Quotient familial <ou=800€	9,65 €	13,15 €	12,25 €	15,65 €
		Quotient familial = 801 ou < ou =1300€	9,75 €	13,25 €	12,35 €	15,75 €
		Quotient familial = 1301 ou < ou =1700€	9,85 €	13,35 €	12,45 €	15,85 €
		Quotient familial > à 1701€	9,95 €	13,45 €	12,55 €	15,95 €

- **Tarifs Piscine**

ENTREES INDIVIDUELLES

	Enfants (-18 ans)	Adultes
Une séance	1,70 €	3,00 €
Carte abonnement x 10	14,00 €	27,50 €
Carte abonnement x 20	X	50,00 €
Carte abonnement x 30	X	73,00 €

Bonnet de bain : 1,20 €

ACTIVITES

Aquagym :

- **Une séance : 7,00 €**
- **Carte abonnement x 10 : 62,00 €**
- **Carte abonnement x 30 : 165,00 €**

Aquabike ou Aquatraining :

- **Une séance : 12,90 €**
- **Carte abonnement x 10 : 115,00 €**

COURS DE NATATION

	Enfants (-18 ans)	Adultes perfectionnement
Une séance	4,80 €	7,00 €
Carte abonnement x 10	X	62,00 €
Carte abonnement x 30	145,00 €	165,00 €

Ligue 27€ par heure à raison d'une heure par semaine
Plongée Bat Dive 30€ par mercredi à raison d'une heure par semaine
École T2L 0,95€ par enfants
École hors T2L 1,65€ par enfants
Collège St Chrétienne 1,05€ par enfants
Collège Paul Verlaine 40€ l'heure à raison de 8 heure par semaine
Les Francas tarif individuel public soit 1,70€ pour les enfants et 3€ pour les adultes

Le Conseil Communautaire,
Après avoir délibéré
A l'unanimité

DECIDE de valider les tarifs tels que présentés

6- <u>Modification des statuts du SMTOM et demande d'adhésion de la CC du Pays de Montmédy</u> <u>DEL 24-04-12</u>
Présentation JP JACQUE

La CCP de Montmédy a demandé son adhésion au SMTOM. Cette demande a été acceptée par le CA du SMTOM.
Pour faire suite à la demande d'adhésion de la CCP de Montmédy au SMTOM (adoptée par CC du 27/09/2023 et approuvée par le Conseil Syndical du 11/10/2023) il a été proposé de modifier les statuts du syndicat. Cette modification intègre le changement d'adresse du syndicat ainsi que les modalités de calcul de la contribution appelée auprès des collectivités membres
Vous trouverez ci-joint les modalités de calcul ainsi que les nouveaux statuts :

La Communauté de Communes du Pays de Montmédy (CCPM) est en convention avec le SMTOM pour le traitement des ordures ménagères depuis le 1er mai 2019 et depuis le 1er juillet 2022 pour la collecte sélective. La CCPM a été incluse dans l'étude biodéchets portée par le SMTOM et s'est prononcée en faveur de la mise en place d'une solution de tri robotisée et pour le traitement de ces biodéchets.

Compte tenu des prestations réalisées par le SMTOM pour la CCPM (intégralité du scope du traitement des déchets hormis les déchets de la déchetterie), celle-ci a demandé son adhésion au SMTOM.

Afin de tenir compte du passif d'investissement qui ne concerne pas la CCPM, le montant de l'adhésion correspondant au P0 pour la CCPM est fixé à *20,25 €/an/habitant* répartis de la manière suivante :

- **Prise en compte uniquement des amortissements HT des investissements utilisés par la CCPM : ligne de traitement et bâtiment OM**
  - **1 990 k€ HT d'amortissements pour tous les investissements concernant la ligne de traitement des OMR (ligne d'origine, améliorations 2018 pour le tri des inertes, du verre et des piles, améliorations 2022 avec la mise en place du deuxième BRS)**
  - **Soit *14,97 €/an/habitant***

- **Amortissements HT des investissements concernant le transfert de la collecte sélective**
  - **124 k€ HT d'amortissements / an pour le nouveau bâtiment de transfert des CS et pour le matériel de compactage**
  - **Soit *0,94 €/an/habitant***
- **Prise en compte des charges fonctionnelles de la matrice des coûts SMTOM validée 2021 (charges de structure et communication) pour chaque flux délégué au SMTOM**
  - ***OM 2,34 €/an/habitant* structure + *0,61 €/an/habitant* pour les frais de communication**
  - ***CS 1,02 €/an/habitant* structure + *0,26 €/an/habitant* pour les frais de communication**
  - ***verre 0,09 €/an/habitant* structure + *0,02 €/an/habitant* pour les frais de communication**

Cette participation ne tient pas compte des investissements liés à la méthanisation qui pourraient être demandés en plus de la participation pour les autres postes. La participation pour les biodéchets fera l'objet comme pour les autres collectivités ayant choisi cette solution d'une tarification spécifique P0b.

STATUTS
Adoptés par délibération du CA du SMTOM du 05/12/2023
Et approuvés par arrêté inter préfectoral

ARTICLE 1er - Les présents statuts se substituent à ceux adoptés par délibération du Conseil d'Administration du SMTOM le 20 décembre 2000, et approuvés par arrêté inter préfectoral en date du 22 mai et 30 mai 2001 de Messieurs les Préfets de MEURTHE et MOSELLE et de MOSELLE.

ARTICLE 2 - Le Syndicat Mixte de Traitement des Ordures Ménagères de la Région de VILLERUPT (SMTOM) est formé entre les communes et les intercommunalités adhérentes rappelées en annexe, conformément aux articles L.5111-1 à L.5212-34, et L.5711.1 Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 3 - Le SMTOM a pour objet principal le traitement et la valorisation des déchets ménagers et assimilés, ainsi que toutes études, constructions, gestion et exploitation d'installations ou de services nécessaires à ce traitement et à cette valorisation.

Dans le cadre de la loi du 15.07.1975 modifiée et du décret du 03.02.1992 relatif aux plans d'élimination des déchets ménagers et assimilés, le SMTOM a une compétence collecte et transport pour les opérations de collecte sélective par apport volontaire des recyclables secs ou de la fraction fermentescible des ordures ménagères.

Le SMTOM pourra par ailleurs proposer ses services aux collectivités adhérentes ou clientes qui en formuleront le souhait, pour organiser sur leur territoire une collecte sélective en porte à porte.

En outre, afin de faciliter la réalisation de son objet, le SMTOM pourra également proposer ses services aux collectivités pour assurer la collecte, le transport et le traitement de leurs déchets ménagers résiduels, ainsi que l'étude, la construction et la gestion de déchetteries ou de centres de tri, ces prestations ne dessaisissant pas les collectivités concernées de leurs compétences en la matière.

ARTICLE 4 - Le siège du SMTOM est fixé à Villers-la-Montagne – RD 125 Route de Morfontaine, où se tiendront normalement les réunions de Conseil d'Administration.
Ces réunions pourront toutefois se tenir en un autre lieu choisi par le Conseil d'Administration dans l'une des communes membres.

ARTICLE 5 – Le Conseil d'Administration sera constitué de délégués des collectivités adhérentes, élus en application de l'article L 5211-7 du CGCT, en fonction de la population des collectivités :

- Population inférieure ou égale à 1000 habitants : 1 délégué
- Population comprise entre 1001 et 5000 habitants : 2 délégués
- Population comprise entre 5001 et 10 000 habitants : 3 délégués
- Population comprise entre 10 001 et 20 000 habitants : 5 délégués
- Population comprise entre 20 001 et 30 000 habitants : 7 délégués
- Population comprise entre 30 001 et 40 000 habitants : 9 délégués
- Population comprise entre 40 001 et 50 000 habitants : 11 délégués
- Population supérieure à 50 000 habitants : 13 délégués

Chaque délégué pourra se faire représenter au Conseil d'Administration par un suppléant également élu en application de l'article L 5211-7 du CGCT.

Une collectivité membre qui, par application du tableau ci-dessus, obtiendrait la moitié ou plus des délégués constituant le Conseil d'Administration, verra le nombre de ses délégués ramené à celui du premier strate de population directement inférieur qui donne droit à moins de la moitié du nombre de délégués constituant le Conseil d'Administration.
En cas d'adhésion de nouvelle collectivité, le tableau de représentation pourra être modifié de manière à ne pas bouleverser l'esprit des présents statuts.

Le Conseil d'Administration élit un président et des vice-présidents qui constituent le bureau du SMTOM., conformément aux dispositions de l'article L 5211-10 du CGCT.

ARTICLE 6 - Le fonctionnement du SMTOM s'exercera conformément aux dispositions prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 7 - Les charges du syndicat seront réparties entre les collectivités membres d'une part au prorata du nombre d'habitants, et d'autre part en fonction des autres services proposés en application des deux derniers alinéas de l'article 3 des présents statuts.

ARTICLE 8 - L'adhésion d'une nouvelle collectivité est soumise aux dispositions de l'article L.5211-18 du Code Général des Collectivités Territoriales (modification du périmètre et régime des biens et des contrats).

ARTICLE 9 - Le retrait d'une collectivité est soumis aux dispositions de l'article L.5211-19 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 10 - Le Syndicat ne pourra être dissous qu'en application de l'article 5212-33 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 11 - Les organes délibérants des Collectivités Adhérentes prendront l'engagement d'inscrire, chaque année, au budget de leurs Collectivités respectives, au titre des dépenses obligatoires et pendant la durée du Syndicat, les sommes nécessaires pour couvrir la contribution à la charge de leurs collectivités.

Il appartiendra au Conseil de valider cette modification des statuts

Le Conseil Communautaire,
Après avoir délibéré
A l'unanimité
DECIDE de valider les modifications de statuts du SMTOM présentées

7- **Demande de sortie du SDAA 54** DEL 24-04-13

Par 3 reprises la CCT2L a demandé son retrait du SDAA54. Le retrait a été refusé. Depuis lors, le SDAA a accordé le retrait des certaines Communautés d'aglo.
Il convient pour la CCT2l de demander à nouveau son retrait du SDAA à compter du 1er janvier 2025.

Le Conseil sera amené à autoriser le Président à demander la sortie de la CCT2L du SDAA 54

JP JACQUE : le but est de sortir du SDAA pour rentrer au SIEP pour la partie assainissement non collectif

Le Conseil Communautaire,
Après avoir délibéré
A l'unanimité
Demande sa sortie du SDAA 54 à compter du 01/01/2025

DIVERS

L VERRON, R SAUNIER, A DYE PELLISSON présentent le projet de fourrière animale associative de la CCMONTMEDY pour un montant de 65 000€ et 360 000e de travaux.
« il faudrait 40 000hbts, créer l'association et cela couterait 1 à 2€ par habitant pour les communes membres » ajoutent les élus
E Gillardin fait remarquer qu'il faut compter également le fonctionnement
R SAUNIER rappelle qu'il s'agit d'une compétence communale. Si le projet du GLA réussi, ce projet ne réussira pas. Ce projet sera moins onéreux que celui du GLA. L'élu demande à connaître les communes qui seraient intéressées
JJ PIERRET rappelle que les communes ne peuvent pas sortir du SIVU de MOINEVILLE
R SAUNIER présente les boîtes SOS, boîtes à 1€ proposées par le Lions Club permettant de « sauver des vies ». Les éléments seront transmis par mails aux élus.

La séance est levée à 19H21
Le secrétaire de séance **Le Président**
JP JACQUE

Le Président